



# Évolutions et perspectives des retraites en France

Rapport annuel du COR – Juin 2026

11 juin 2026

# Plan de la présentation

- 1. Le contexte du rapport annuel de 2026**
- 2. Les hypothèses de projection**
- 3. La situation financière**

# 1. Le contexte du rapport annuel de 2026

# Le rapport annuel du COR de 2026

Le 13<sup>ème</sup> rapport annuel intègre :

Les nouvelles projections démographiques de l'Insee qui prévoient notamment une fécondité en très forte baisse et un solde migratoire plus élevé.

Les perspectives économiques de court terme du RAA marquées par la forte dégradation de l'environnement international.

La suspension de la réforme de 2023 (décalée d'une génération).

Les nouvelles hypothèses de revalorisation des valeurs de service et d'achat du point Agirc-Arrco à partir de 2038.

## 2. Les hypothèses de projection

# La démographie : des hypothèses sensiblement révisées dans les nouvelles de l'Insee

Hypothèses démographiques des scénarios de référence 2025 et 2026 du COR

Scénarios de référence	COR 2025 (Insee 2021)	COR 2026 (Insee 2026)	Effets sur le solde	
			2045	2070
<b>Fécondité</b>				
Indice conjoncturel de fécondité	<b>1,8</b> à partir de 2023	<b>1,45</b> à partir de 2028	Neutre	Négatif
<b>Espérance de vie à 65 ans</b>				
Femmes	<b>26,7 ans en 2070</b>	<b>26,3 ans en 2070</b>	Positif	Positif
Hommes	<b>24,8 ans en 2070</b>	<b>24,4 ans en 2070</b>		
<b>Migrations</b>				
Solde migratoire annuel	<b>+ 70 000 par an</b> dès 2021	<b>+ 150 000 par an</b> dès 2026	Positif	Positif

Sources : Insee, projections de population 2021 et 2026

# La démographie : une hypothèse centrale et des analyses de sensibilité

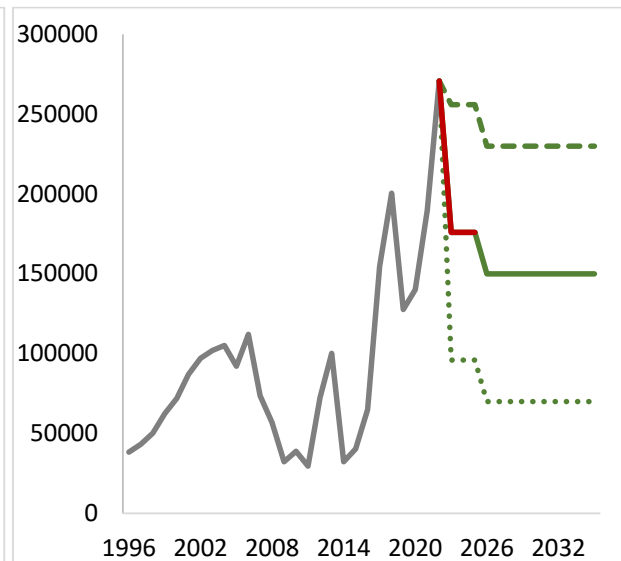
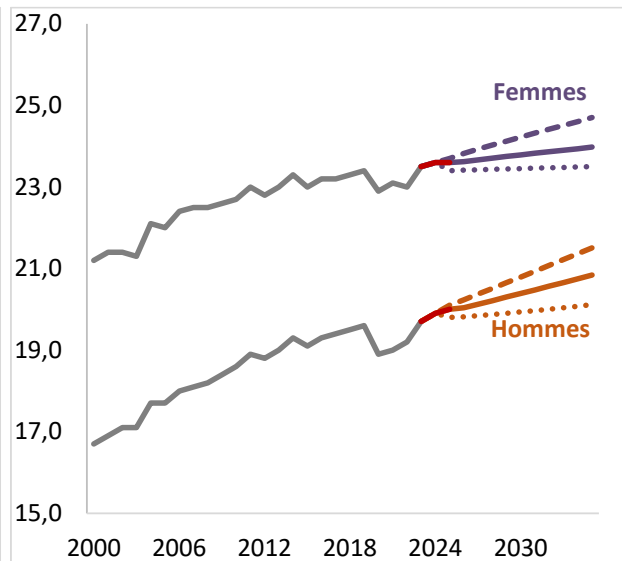
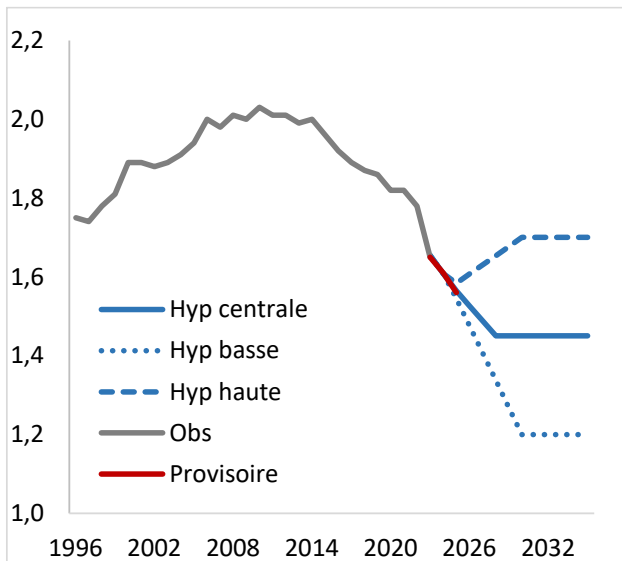
Hypothèses des projections de population de l'Insee de 2026

	Scénario de référence	Analyses de sensibilité	
Insee 2026	Hypothèses centrales	Hypothèses basses	Hypothèses hautes
<b>Fécondité</b>			
Indice conjoncturel de fécondité	<b>1,45</b> à partir de 2028	<b>1,20</b> à partir de 2030	<b>1,70</b> à partir de 2030
<b>Espérance de vie à 65 ans</b>			
Femmes	<b>26,3 ans en 2070</b>	<b>24,0 ans en 2070</b>	<b>28,8 ans en 2070</b>
Hommes	<b>24,4 ans en 2070</b>	<b>22,2 ans en 2070</b>	<b>26,8 ans en 2070</b>
<b>Migrations</b>			
Solde migratoire annuel	<b>+ 150 000 par an</b> à partir de 2026	<b>+ 70 000 par an</b> à partir de 2026	<b>+ 230 000 par an</b> à partir de 2026

Source : Insee, projections de population 2026

# Les hypothèses démographiques

## Hypothèses centrales des projections démographiques Insee (2026) et dernières observations



### Fécondité (ICF)

<b>1,56</b> en 2025	<b>1,45</b> à partir de 2028
------------------------	---------------------------------

### Espérance de vie à 65 ans

<b>Femmes</b> 23,4 ans en 2024	<b>26,7 ans</b> en 2070
<b>Hommes</b> 19,7 ans en 2024	<b>24,8 ans</b> en 2070

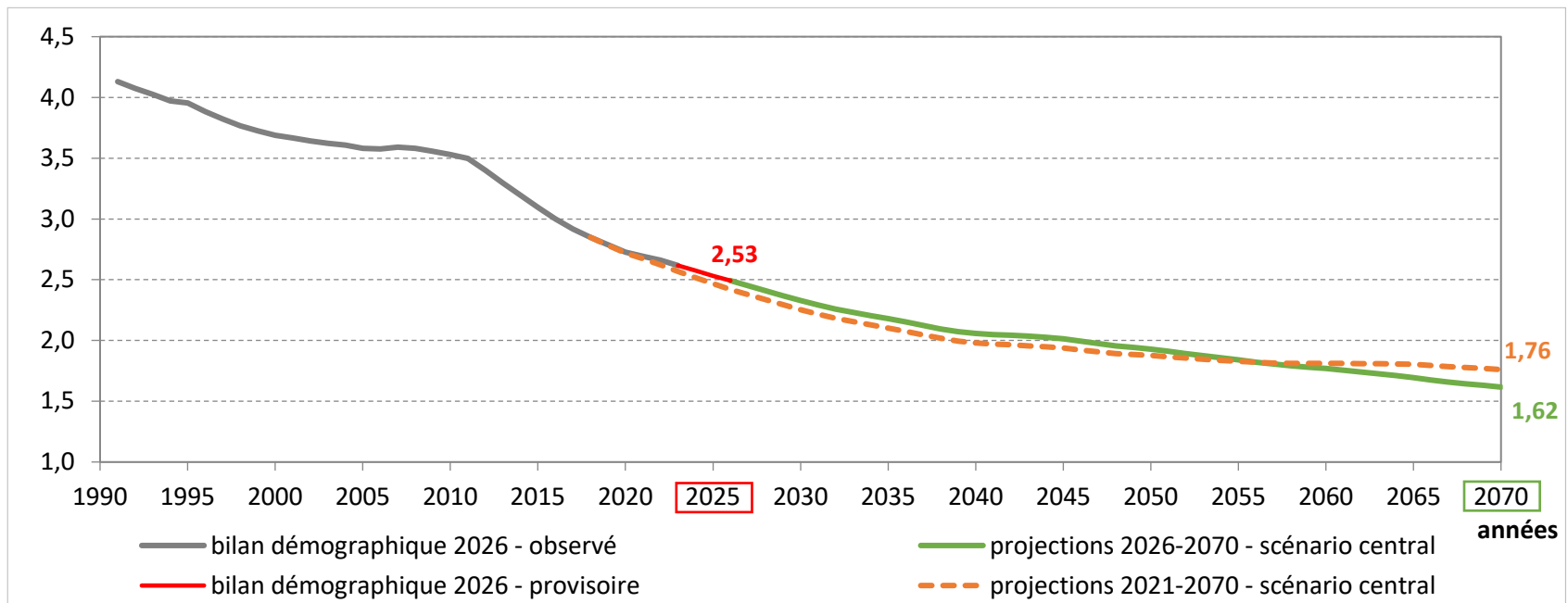
### Migration

<b>+ 271 000</b> en 2022	<b>+ 150 000</b> dès 2026
-----------------------------	------------------------------

Sources : Insee, bilan démographique 2025 et projections démographiques 2026.

# Le vieillissement de la population française

Rapport démographique de la population âgée de 20-64 ans rapportée aux 65 ans et plus, observé puis projeté



Note : la hausse du solde migratoire augmente le ratio démographique à court et moyen termes entre les projections de 2026 et celles de 2021, tandis que la baisse de la fécondité le diminue à long terme à partir de 2045.

Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013, France entière à partir de 2014.

Source : Insee, estimations de population (provisoire pour 2024-2026), projections de population 2021 et 2026.

# Des hypothèses économiques de court terme dégradées

## Court terme : les prévisions du gouvernement (2026-2029)

### Croissance du PIB en volume

Taux, en %	2025	2026	2027	2028	2029
INSEE, comptes nationaux Mai 2026	0,8%				
RAA 2026 Avril 2026	0,9%	0,9%	1,0%	1,2%	1,2%
RAA 2025 Avril 2025	0,7%	1,2%	1,4%	1,4%	1,2%

Sources : Insee Comptes nationaux et PSMT 2026-2029

### Par rapport aux projections de 2025

- Output gap fermé en 2033 (2032 pour le rapport précédent)

# Des hypothèses économiques de long terme inchangées

## Long terme : les cibles du COR

Taux de chômage  
(cible atteinte en 2040)

Croissance annuelle de la productivité du travail  
(cible atteinte en 2040)

0,4 %

0,7 %

1,0 %

5,0 %

Analyse de sensibilité

7,0 %

Analyse de sensibilité

**Scénario de référence**

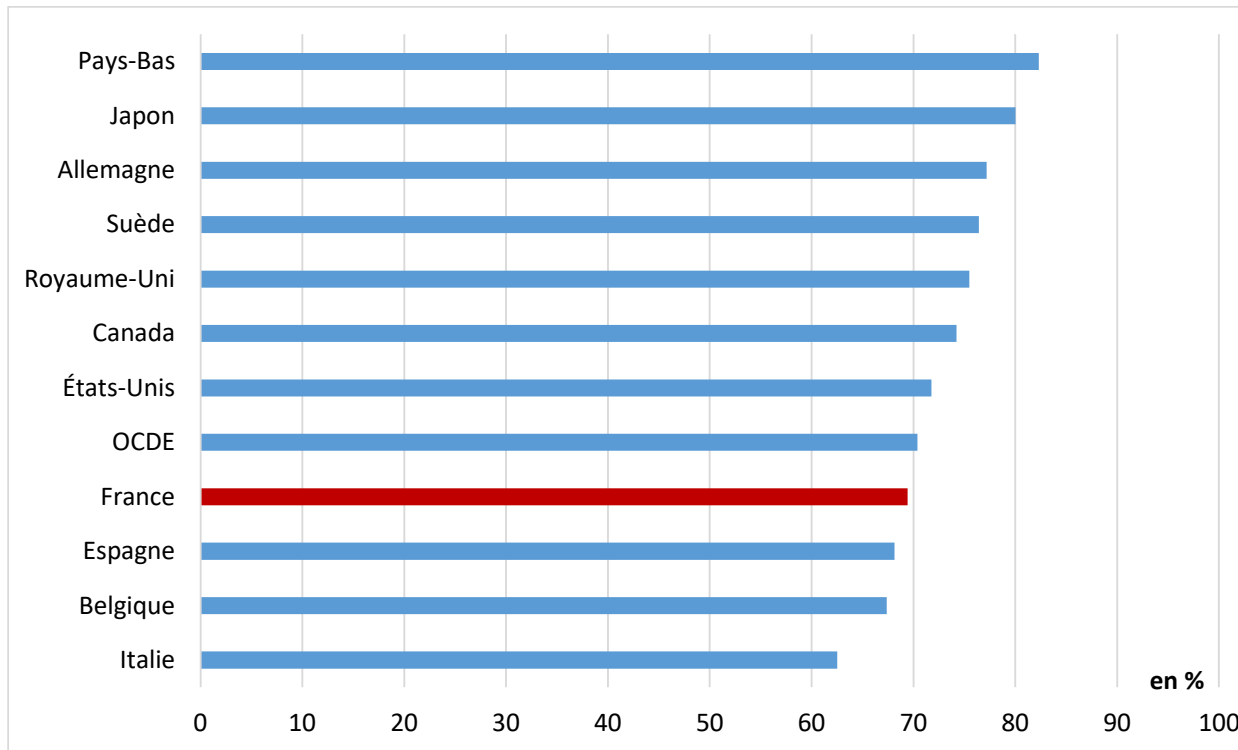
Analyse de sensibilité

10,0 %

Analyse de sensibilité

# Le taux d'emploi en France des 15-64 ans était de 69% en 2025

## Taux d'emploi des 15-64 ans (2025)



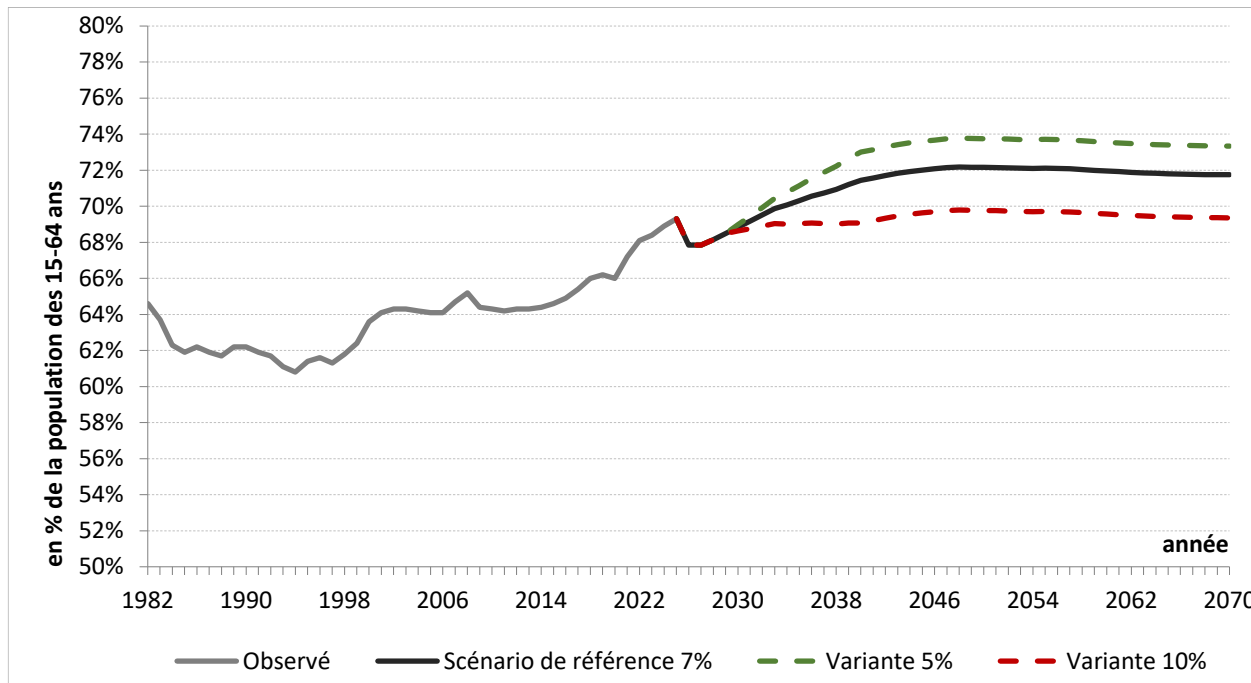
➤ En 2025, le taux d'emploi des 15-64 ans en France est inférieur à celui de nombreux pays

Source : OCDE

Les pays sont classés par ordre croissant de taux d'emploi

# Le taux d'emploi progresserait dans les années à venir

## Taux d'emploi des 15-64 ans observé et projeté

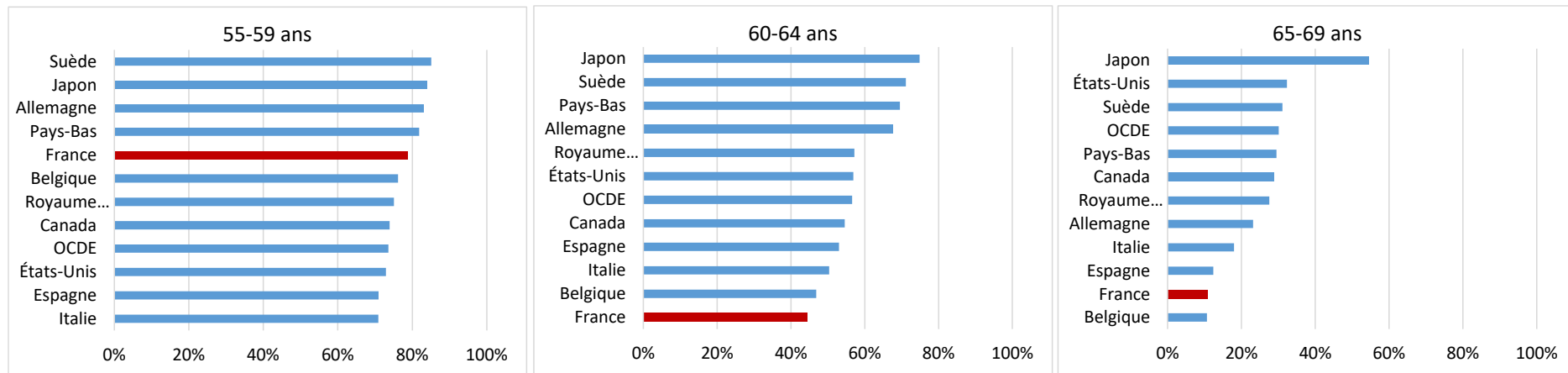


➤ Bien qu'en progression, le taux d'emploi des 15-64 ans demeurerait inférieur à celui de nombreux pays

Champ : population des 15-64 ans vivant en ménages ordinaires  
Sources : INSEE, enquête Emploi ; hypothèses COR 2026.

# Des taux d'emploi des seniors faibles par rapport aux autres pays

Taux d'emploi des 55-69 ans par tranche d'âge quinquennal (2025)




Source : OCDE

Les pays sont classés par ordre croissant de taux d'emploi

- Le taux d'emploi des 55-59 ans est comparable en France à la moyenne de l'OCDE mais particulièrement bas pour les 60-64 ans et les 65-69 ans
- Il est également bas pour les très peu diplômés et les 15-24 ans

# La fonction publique : une hypothèse centrale conservée et une analyse de sensibilité

Scénario de référence			
Traitement indiciaire	Progression de 0,1 % par an en euros courants Quasi gel de la valeur du point d'indice	Rejoint le rythme de progression des prix + 0,1 % par an	Rejoint le rythme de progression de l'ensemble des rémunérations en fin de période
SMPT des fonctionnaires	Progression égale à l'inflation La part des primes augmente	Rejoint le rythme de progression de l'ensemble des rémunérations, La part des primes continue de progresser	Progresses comme l'ensemble des rémunérations. La part des primes continue à progresser et devient stable à partir de 2037
Variante fonction publique			
Traitement indiciaire	Le point d'indice progresse comme l'ensemble des rémunérations		
SMPT des fonctionnaires	La rémunération totale progresse comme l'ensemble des rémunérations La part des primes reste constante		



Timeline: 2025 → 2027 → 2032 → 2037

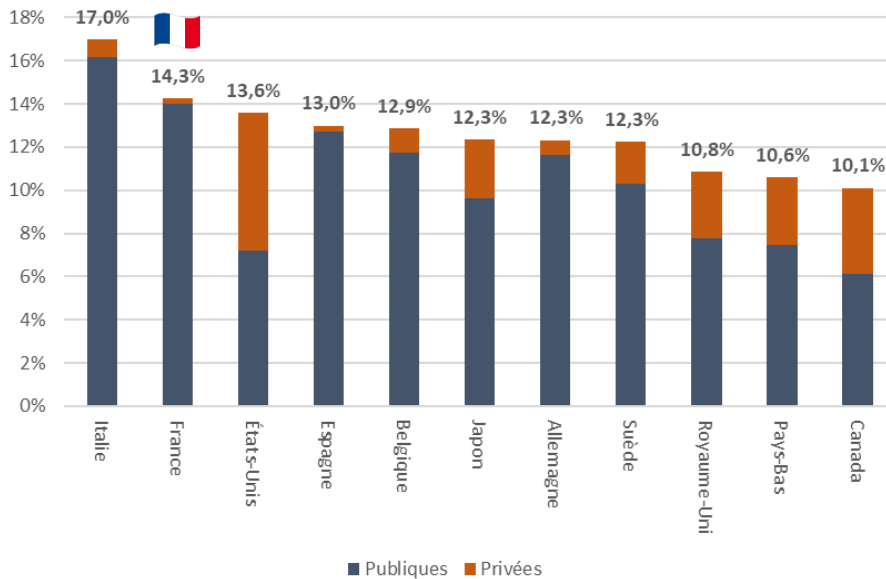
## 3. La situation financière

- **Les dépenses**
- Les ressources
- Le solde
- Les ajustements nécessaires
- La sensibilité aux hypothèses

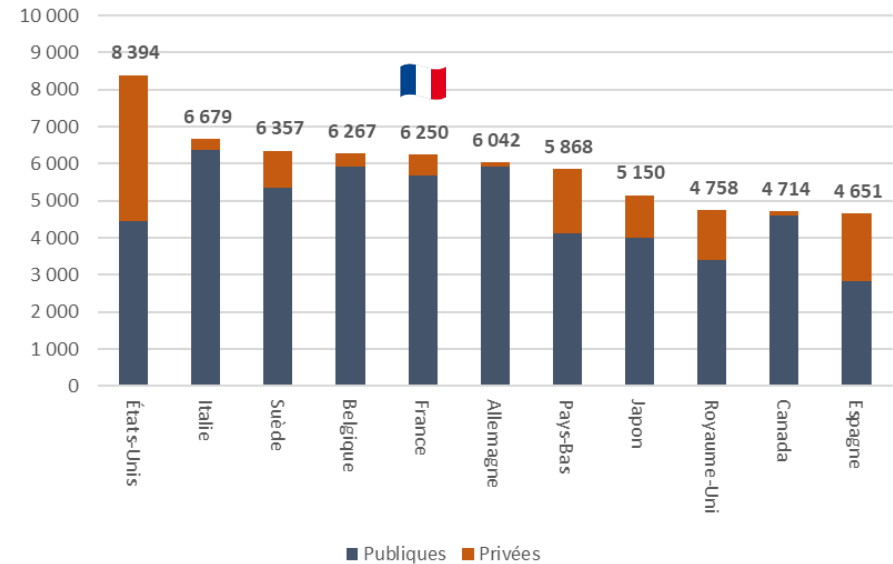
# Les dépenses vieillesse sont plus élevées en France en % du PIB... en raison d'un PIB par habitant plus faible

## Dépenses vieillesse (2021)

rapportées au PIB (en %)



rapportées au nombre d'habitants (en \$ PPA)

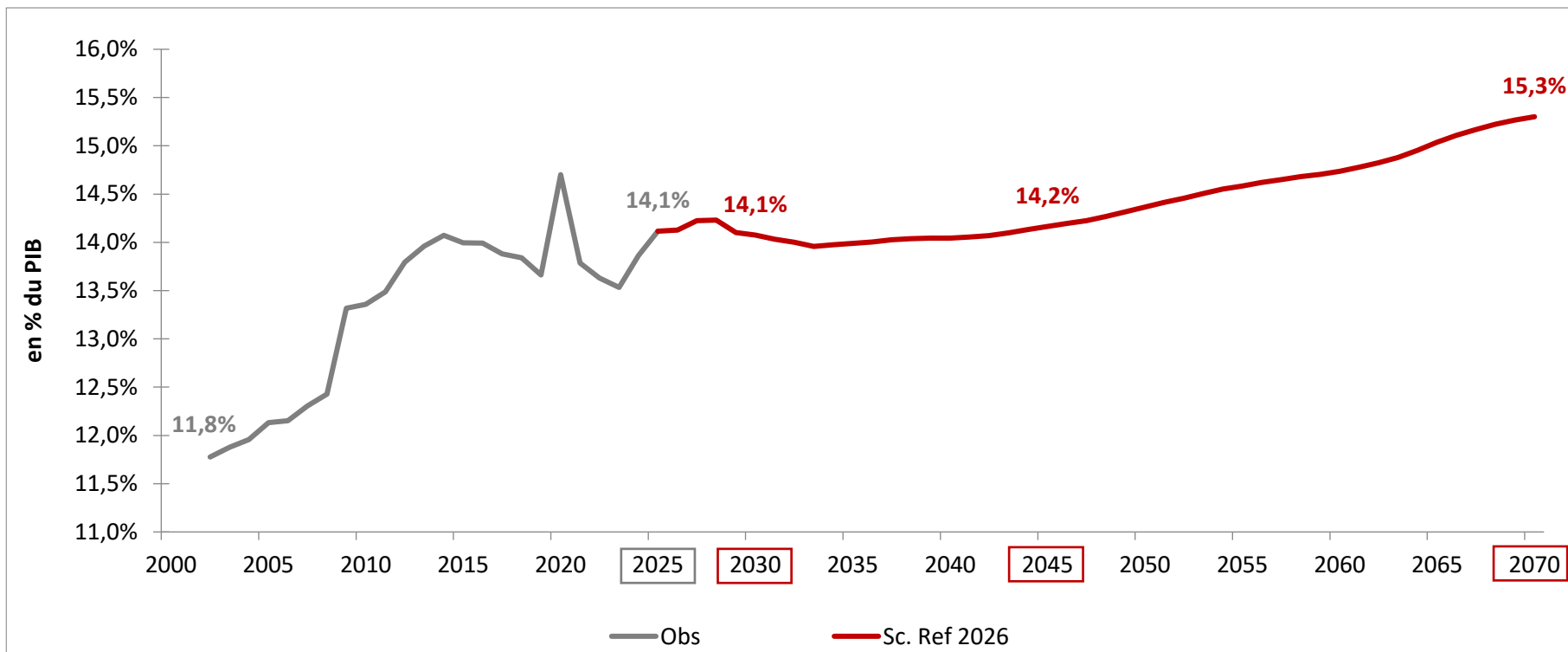


Champ : dépenses vieillesse et survie publiques et privées

Source : OCDE

# La dépenses de retraite en % du PIB sont stables jusqu'en 2045 et progressent ensuite

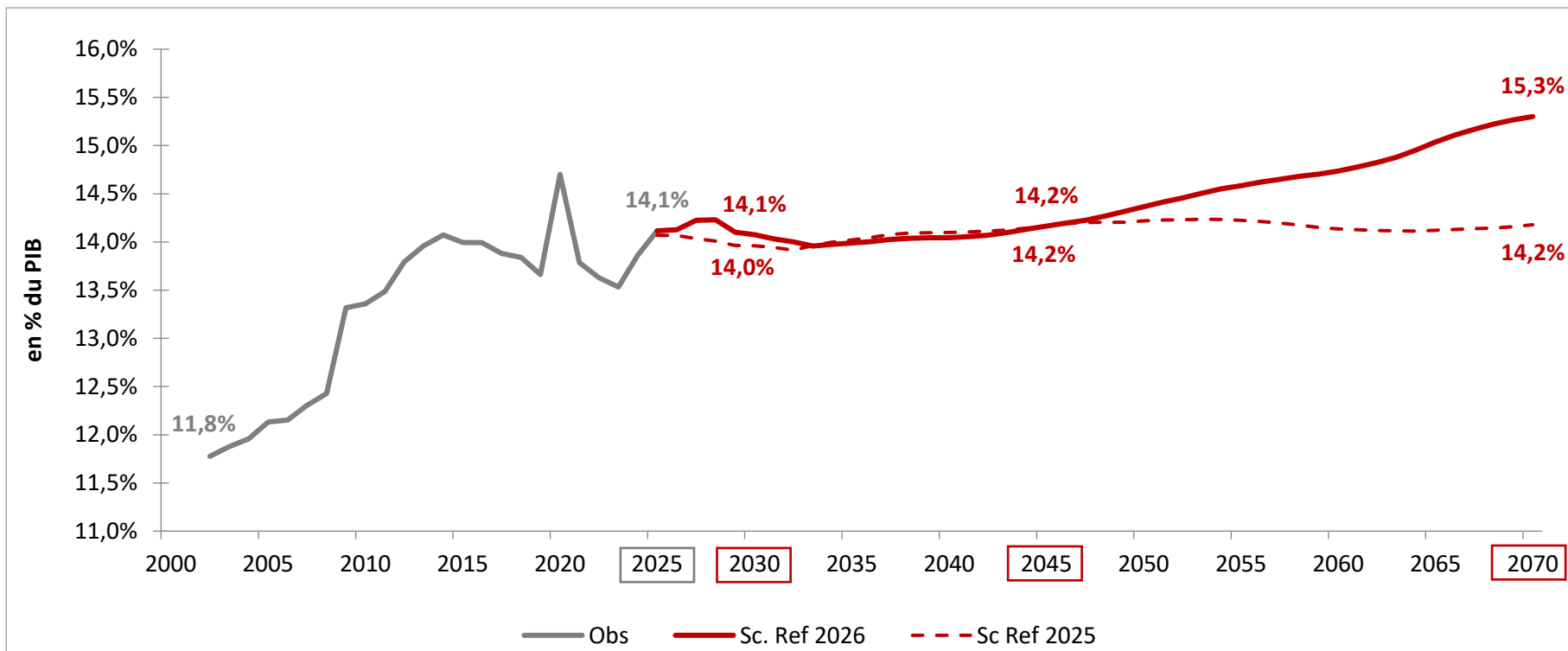
Part des dépenses du système de retraite dans le PIB



Sources : rapports à la CCSS 2002-2025 ; comptabilité nationale Insee base 2020 et projections COR juin 2026

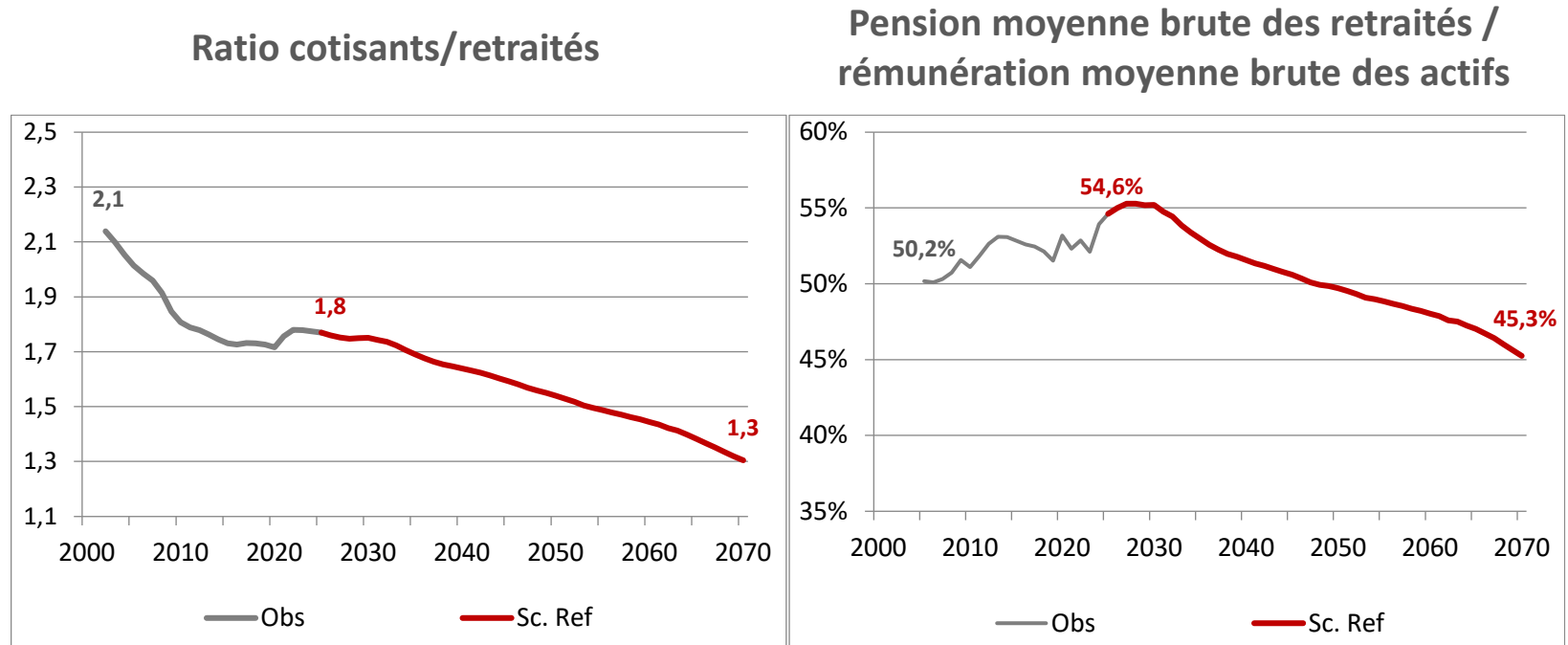
# La dépenses de retraite en % du PIB sont stables jusqu'en 2045 et progressent ensuite

Part des dépenses du système de retraite dans le PIB



Sources : rapports à la CCSS 2002-2025 ; comptabilité nationale Insee base 2020 et projections COR juin 2026

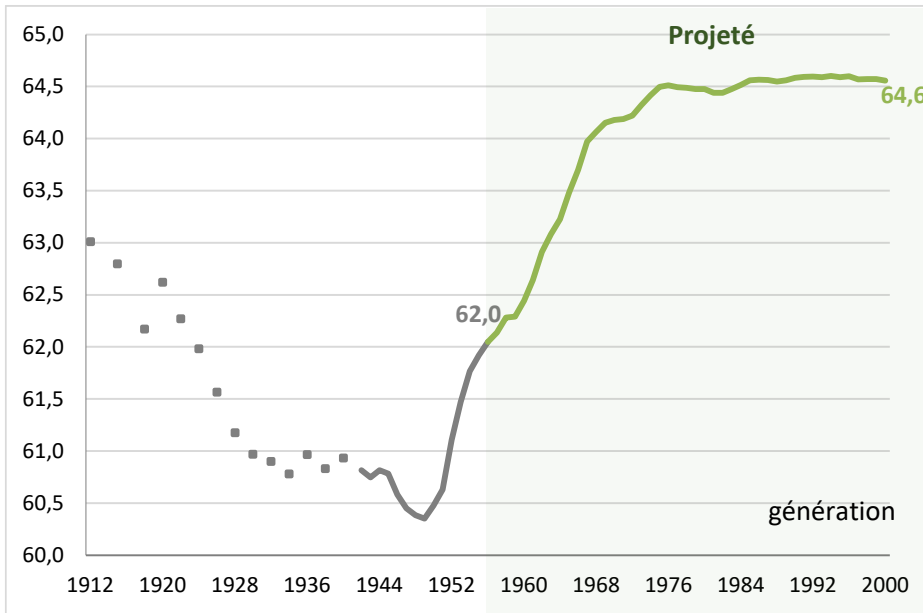
# Malgré le vieillissement de la population, une progression des dépenses dans le PIB modérée par la diminution relative de la pension



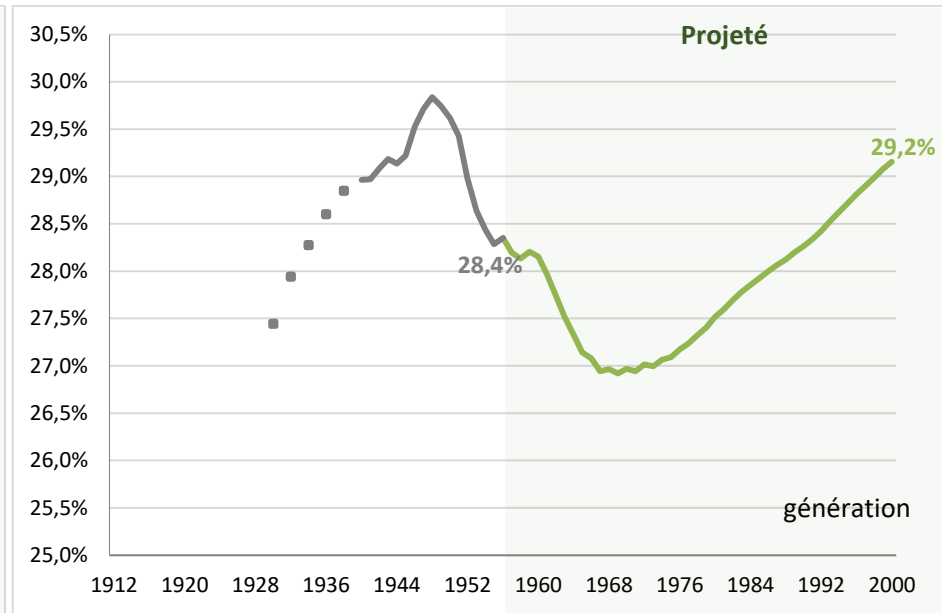
Sources : rapports à la CCSS 2002-2025 ; comptabilité nationale Insee base 2020 et projections COR juin 2026

# Un âge de départ à la retraite qui augmenterait pour atteindre 64,6 ans

Âge conjoncturel



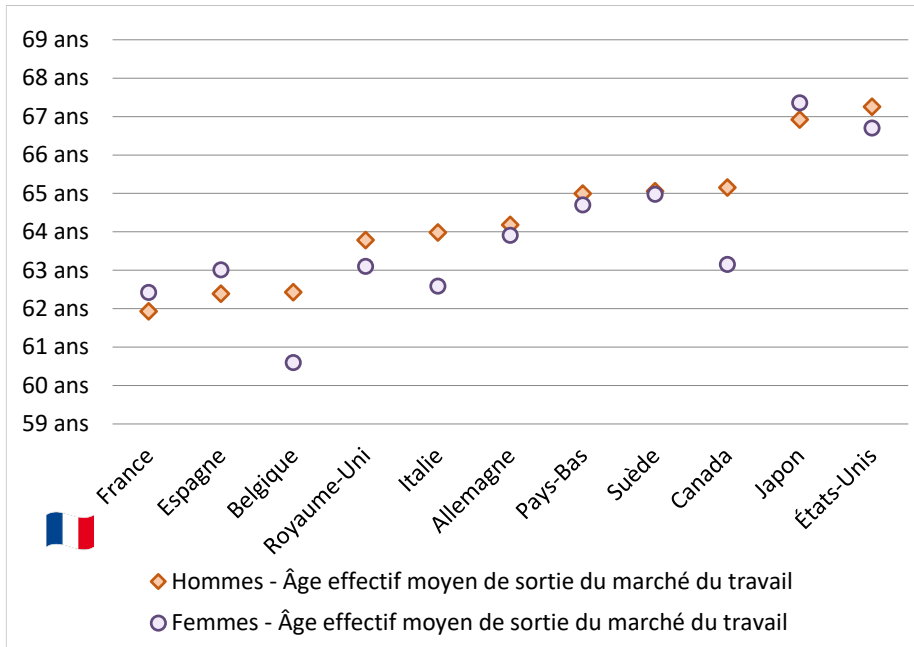
Durée de retraite en % de la durée de vie



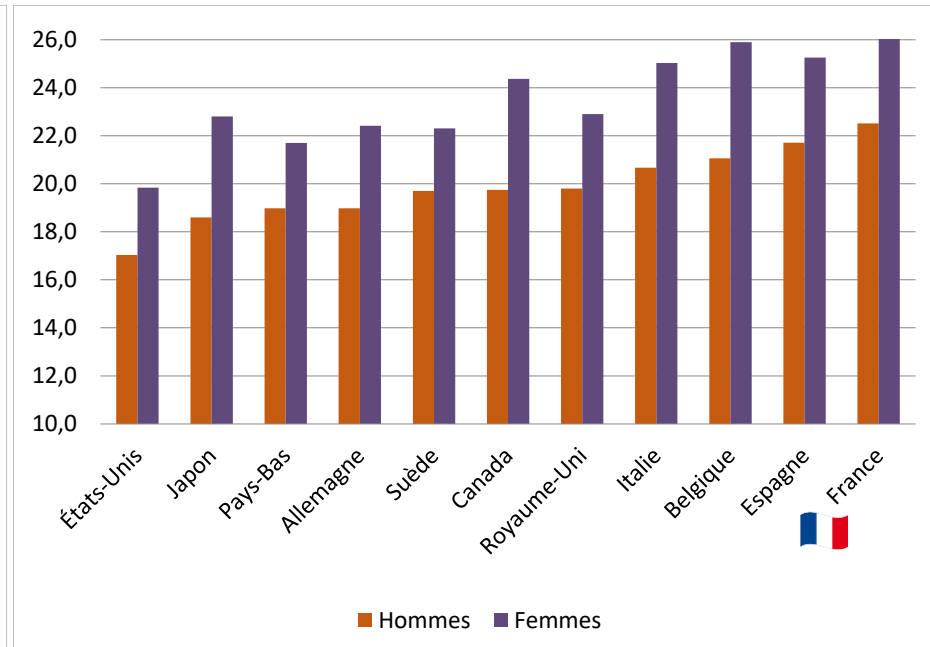
Sources : Drees, modèles Ancêtre et Trajectoire, Patrick Aubert, billet de blog IPP, hypothèses COR 2026 et Insee, projections démographiques 2026.

# Un âge de départ plus bas et une durée à la retraite plus élevée en France

Âge effectif moyen de sortie du marché du travail au 1<sup>er</sup> janvier 2025



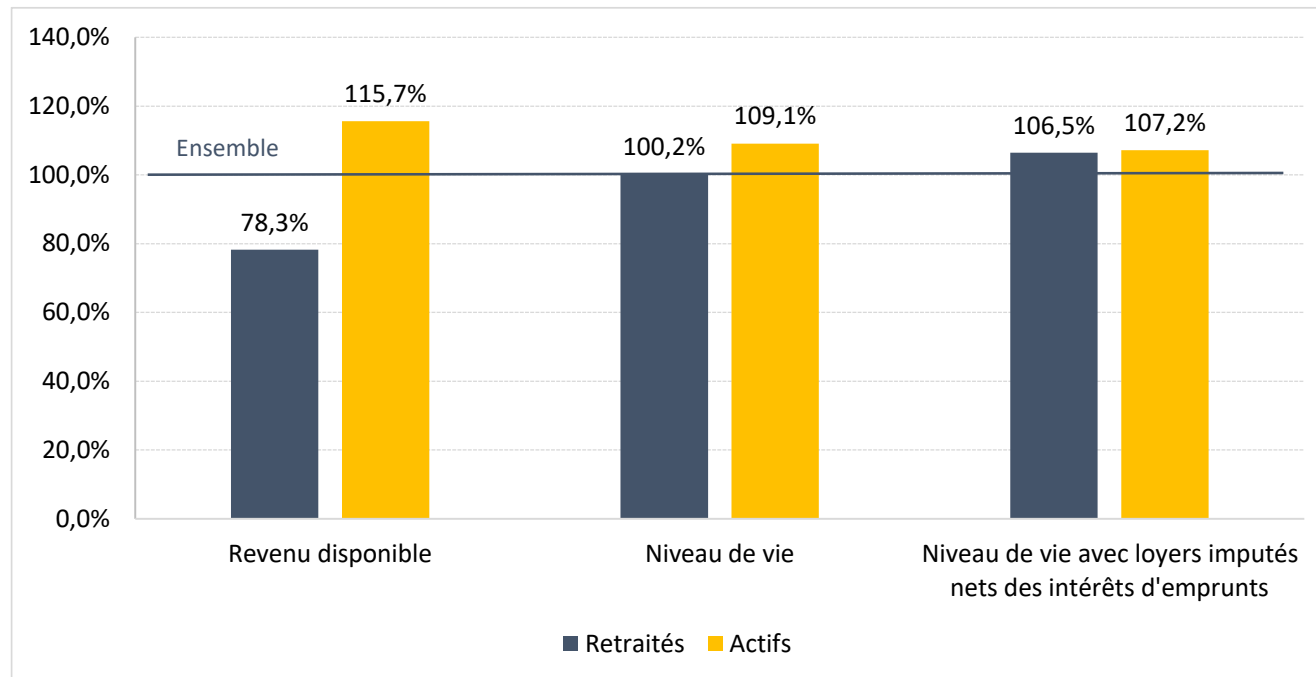
Espérance de vie à l'âge effectif de sortie du marché du travail (2024)



Source : Pensions at a Glance 2025 (OCDE), Missoc, législation des pays

# Le niveau de vie des retraités est proche de celui des actifs en prenant en compte les loyers imputés

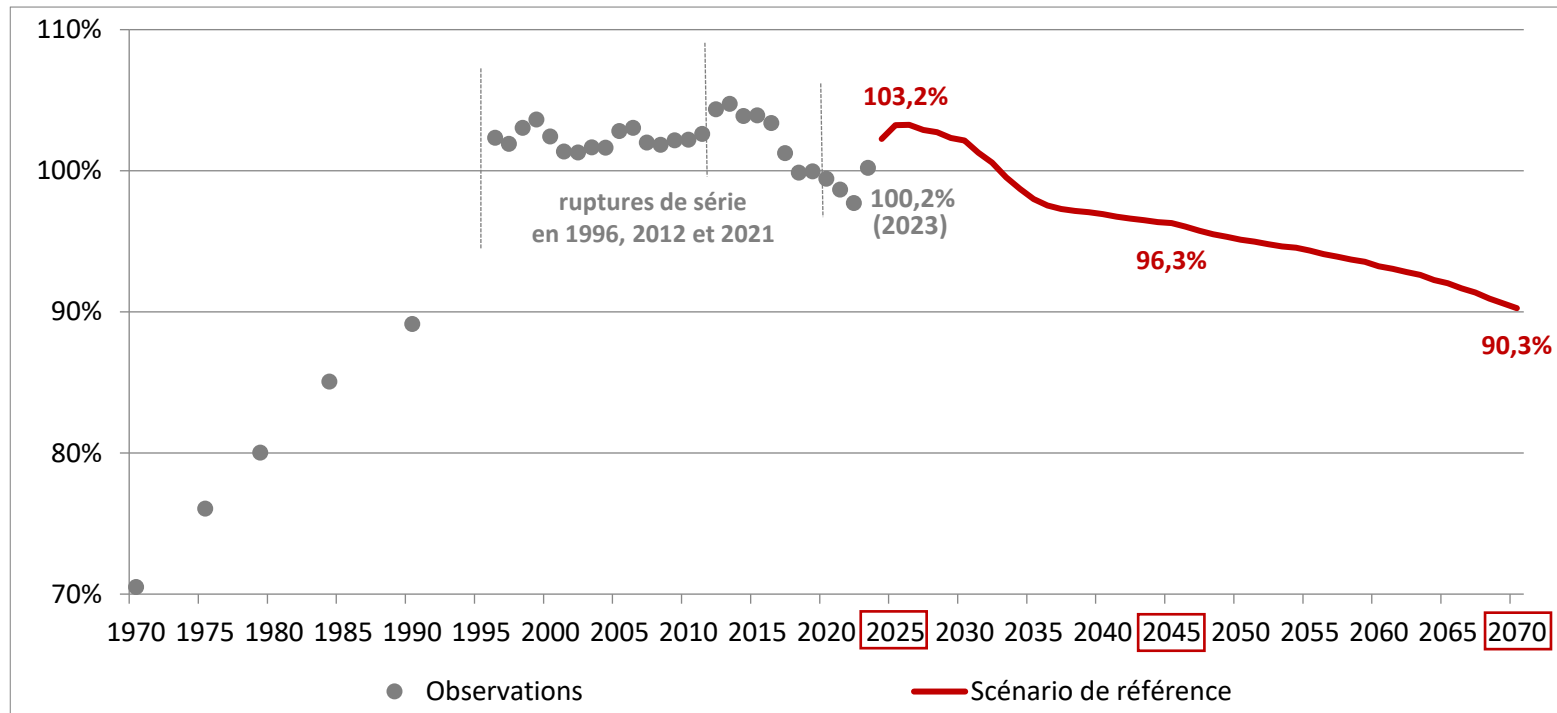
Niveau de vie individuel moyen relatif des retraités et des actifs en 2023 (100 % pour l'ensemble de la population)



Source : INSEE-DGFIP-CNAF-CNAV-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2023 ; estimation SG-COR pour le niveau de vie avec loyers imputés.

# Le niveau de vie relatif de retraités baisserait à horizon 2070

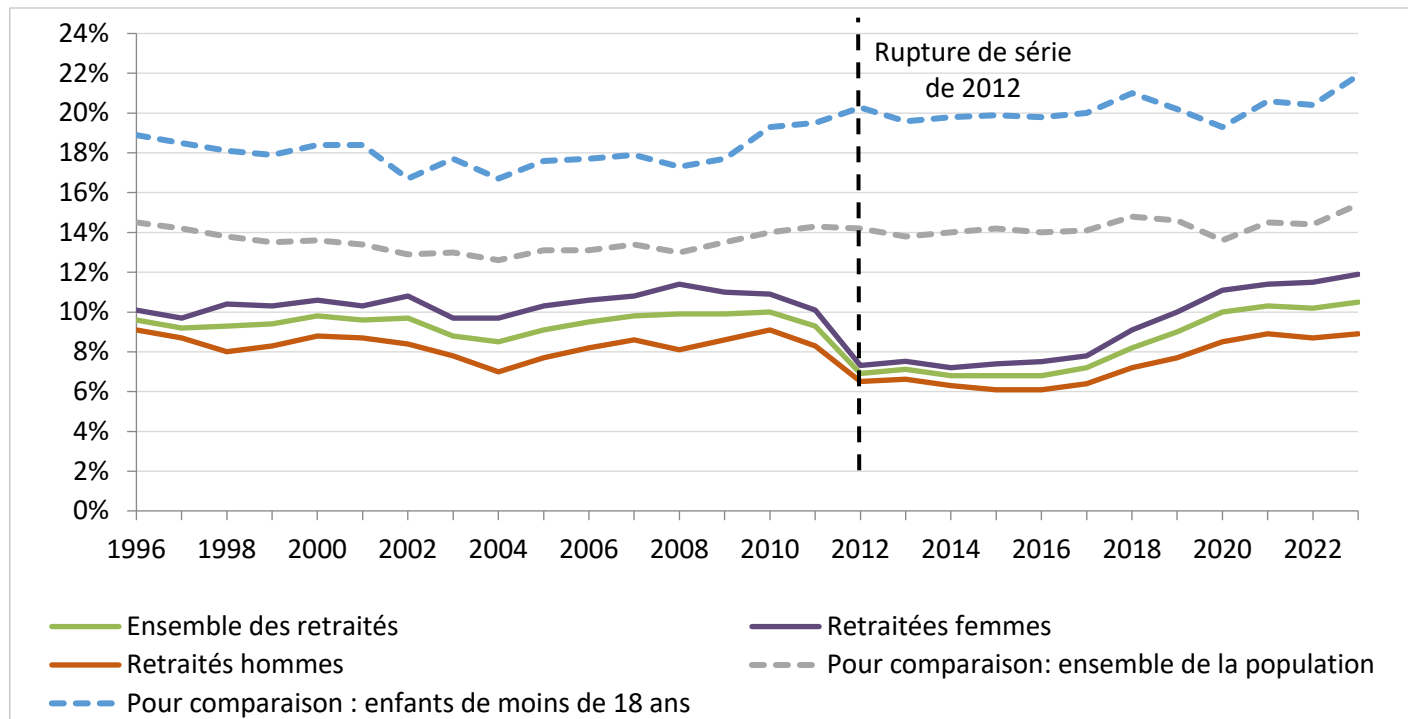
Niveau de vie moyen des retraités rapporté à celui de l'ensemble de la population



Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 1996 ; INSEE-DGI, enquêtes Revenus fiscaux rétropolées de 1996 à 2004 ; Insee-DGFiP-CNAF-CNAV-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux de 2005 à 2023 (rétropolée de 2005 à 2019) ; projections COR 2026 ; Insee, modèle Destinie.

# Le taux de pauvreté des retraités est inférieur à celui de l'ensemble de la population

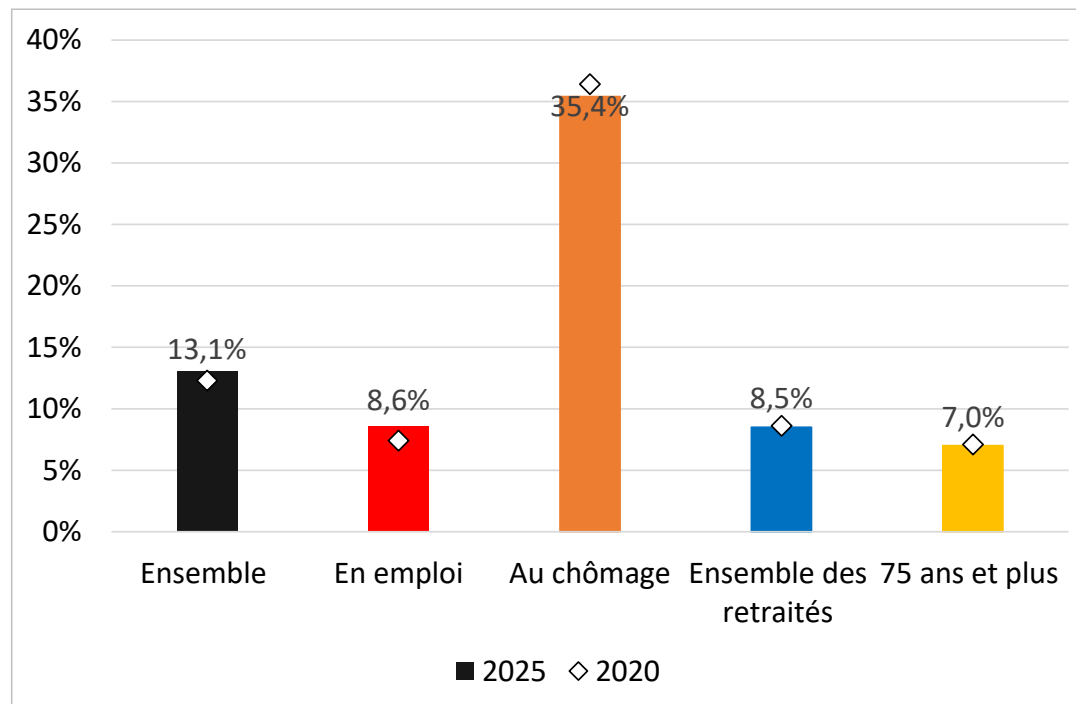
## Taux de pauvreté (seuil de 60 %)



Sources : INSEE-DGI, enquêtes Revenus fiscaux rétropolées de 1996 à 2004 ; INSEE-DGFIP-CNAF-CNAV-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux de 2005 à 2023

# Le taux de privation matérielle et sociale des retraités est comparable à celui des personnes en emploi

## Taux de privation matérielle

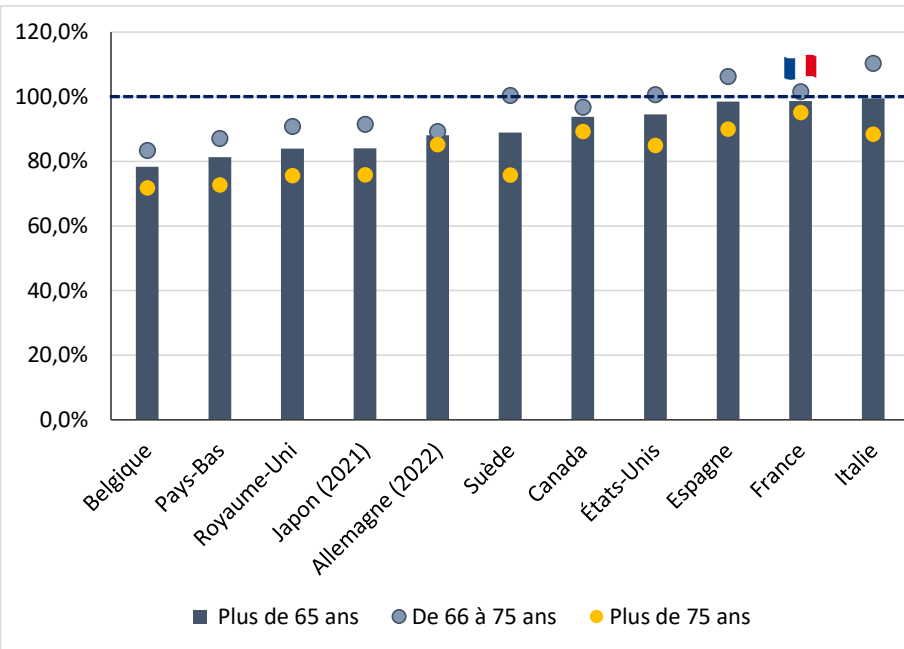


Note : un ménage est considéré en situation de privation matérielle et sociale s'il subit au moins 5 privations parmi une liste de 13 privations possibles.

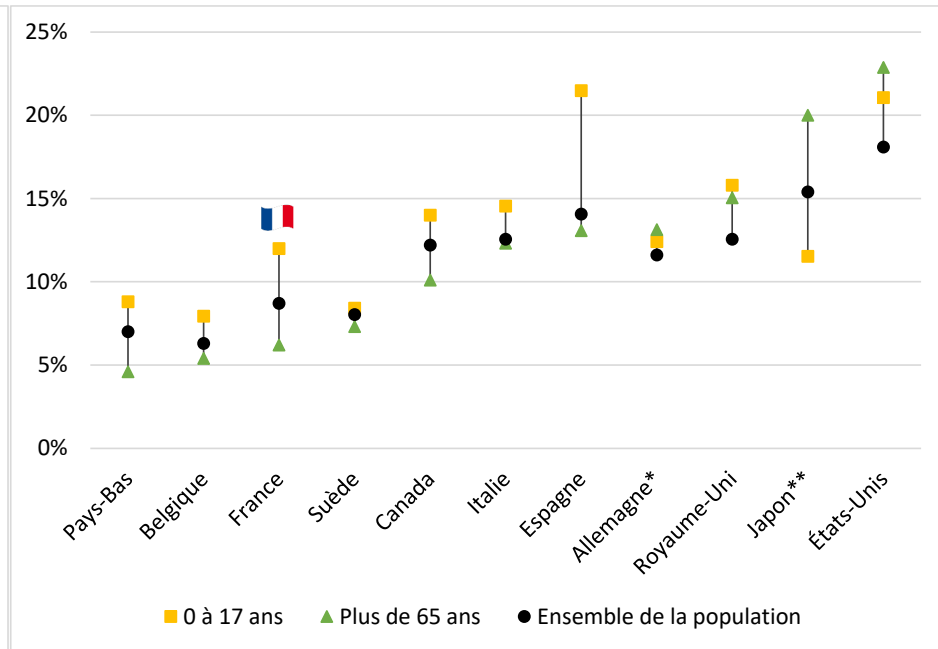
Sources : Insee, enquêtes Statistiques sur les ressources et les conditions de vie (SRCV) 2020 et 2025.

# Le niveau de vie relatif des personnes âgées est élevé en France et leur taux de pauvreté faible

Niveau de vie (2023)



Taux de pauvreté (seuil de 50% - 2023)



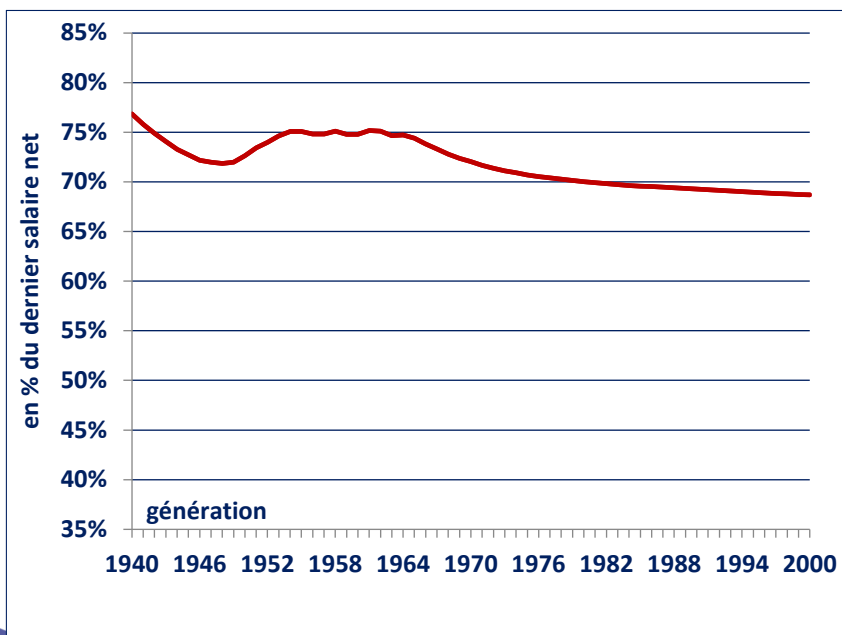
Les pays sont classés par ordre croissant de niveau de vie et taux de pauvreté des 65 ans et +

Source : OCDE

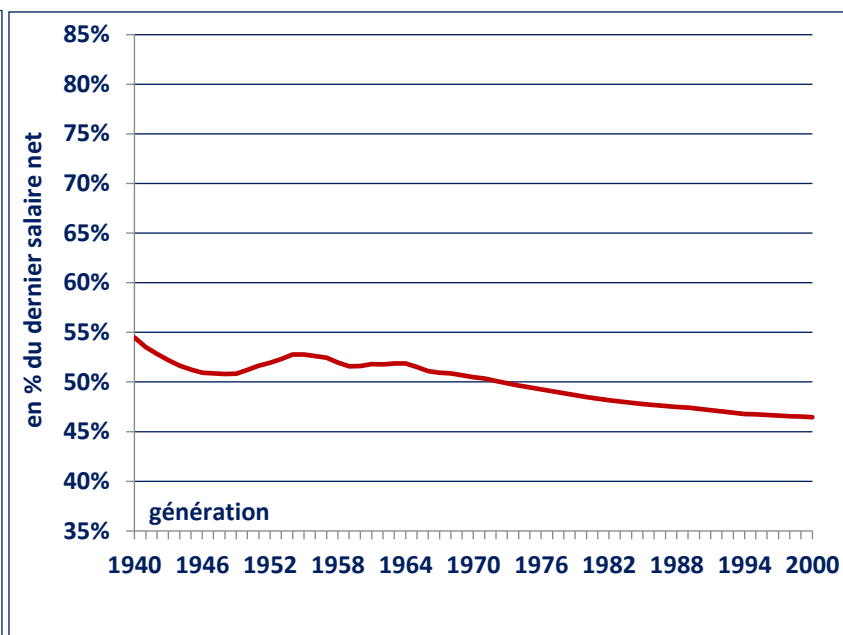
# Des taux de remplacement en baisse par génération

- Dans les régimes de salariés du secteur privé, les effets de l'indexation des droits sur les prix (régime de base) et de la baisse du rendement Agirc-Arrco

### Taux de remplacement du non-cadre du secteur privé



### Taux de remplacement du cadre du secteur privé

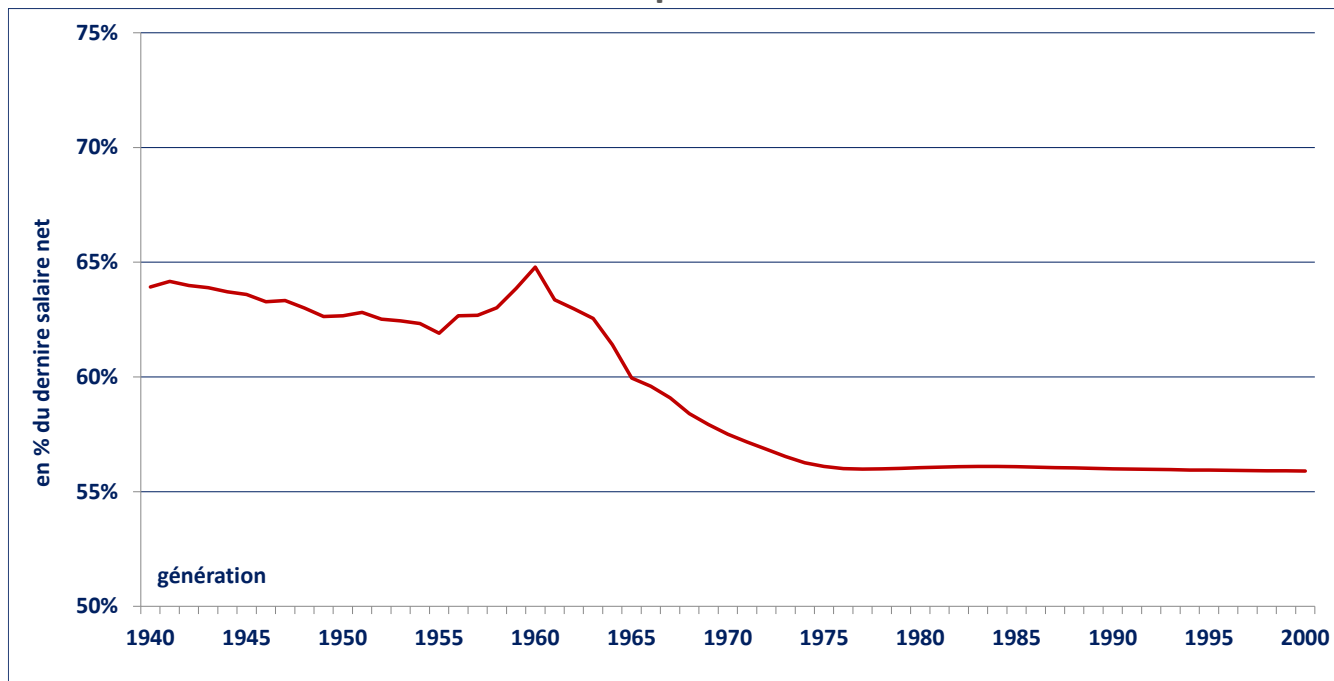


Source : DREES, modèle Trajectoire, hypothèses COR juin 2026

# Des taux de remplacement en baisse par génération

- Dans les régimes de fonctionnaires, l'augmentation de la part des primes a pour effet de baisser leurs taux de remplacement

## Taux de remplacement du fonctionnaire de catégorie B avec hausse part des primes



Source : DREES, modèle Trajectoire, hypothèses COR juin 2026

## 3. La situation financière

- **Les dépenses**
- **Les ressources**
- Le solde
- Les ajustements nécessaires
- La sensibilité aux hypothèses

# Les ressources du système de retraite

Ressources (y compris produits financiers) et structure du financement du système de retraite

En 2025	En milliards d'euros	en %	
<b>Cotisations hors contribution d'équilibre</b>	<b>277,0</b>	<b>65,6%</b>	<b>Ressources «strictes» :</b> ~2/3 Nature contributive du système de retraite
Cotisations non-salariés	14,5	3,4%	
Cotisations salariés	100,9	23,9%	
Cotisations employeurs (hors opérateurs de l'État)	154,6	36,6%	
Cotisations des opérateurs de l'État	7,1	1,7%	<b>Autres ressources du système de retraite :</b> ~1/3 Dépendent des décisions du législateur : affectation modifiable selon les choix de politiques publiques
<b>Contributions d'équilibre (dont cotisations imputées au sens de la CN)*</b>	<b>49,3</b>	<b>11,7%</b>	
<b>Subventions équilibre</b>	<b>7,7</b>	<b>1,8%</b>	
<b>ITAF et CSG</b>	<b>64,7</b>	<b>15,3%</b>	
CSG	21,9	5,2%	
ITAF sur revenus d'activité (forfait social et taxe sur les salaires)**	17,9	4,2%	
ITAF sur la consommation (dont transferts de TVA à l'Agirc-Arco)**	17,4	4,1%	
Autres ITAF	7,4	1,8%	
<b>Transferts externes</b>	<b>16,5</b>	<b>3,9%</b>	
Dont CNAF	11,2	2,7%	
Dont Unédic	3,9	0,9%	
Autres transferts externes	1,3	0,3%	
<b>Produits financiers</b>	<b>5,6</b>	<b>1,3%</b>	
<b>Autres produits</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3%</b>	
<b>TOTAL ressources</b>	<b>422,2</b>	<b>100,0%</b>	

\* CN = Comptabilité Nationale, \*\* dont Itaf en compensation des AG

Source : DSS.

# Le cadre comptable des ressources du système de retraite

- Le COR projette les ressources selon le **cadre comptable légal** : les décisions d'affectation de ressources sont stables dans le temps et en particulier l'État continue à équilibrer le régime de la fonction publique de l'État et les régimes spéciaux (y compris *via* le régime général).
- Cette norme est utilisée par le gouvernement et discutée lors des débats avec le Parlement lors des PLF et PLFSS.

## LOLF 2001 (Art. 20–21)

Encadre le fonctionnement du compte d'affectation spéciale des pensions (CAS Pensions) qui retrace l'équilibre des opérations relatives aux pensions et avantages accessoires gérés par l'État.

## LFI 2006 (Art. 51)

Définit l'ensemble des ressources considérées comme des « recettes », parmi lesquelles figure notamment la contribution d'équilibre du régime de la FPE à la charge de l'État.

*Cette cohérence entre les rapports du COR et les documents budgétaires soumis au Parlement garantit un cadre d'analyse commun à l'ensemble des travaux sur les retraites.*

# Le cadre comptable des ressources du système de retraite

- Si le gouvernement et les parlementaires le souhaitent, ils peuvent décider de réviser la manière dont les comptes du régime de la fonction publique de l'État et des régimes spéciaux sont présentés ; le COR se calera ensuite sur cette nouvelle présentation.
- D'autres pays retiennent également cette norme.  
*(ex : Allemagne où le régime spécial des fonctionnaires est également à la charge du budget de l'État)*

# Une comparaison inopérante des taux de cotisation employeur

Le taux élevé de cotisation implicite de l'État employeur (82,4% contre 16,67% dans les régimes du privé) ne reflète pas une générosité supérieure du régime public.

*Voir étude Drees, 2022*

Il résulte notamment :

- **De la maîtrise de la masse salariale dans la fonction publique** : revalorisation modérée du point d'indice et plafonds d'embauches
- **De soultes non provisionnées** lors de la privatisation de France Télécom (~5,7 Md€ en 1997) et La Poste (~2 Md€ en 2002)
- Cette situation démographique dégradée est mal prise en compte dans les calculs de compensation  
*Selon les calculs de l'IPP, le ratio était de 1,29 cotisant/retraité pour le régime FPE contre 2,25 pour le régime général et 2,05 pour l'ensemble des régimes (2020) et le manque à gagner lié à la compensation de l'ordre de 10,4 Md€ (2021)*
- Le financement de la solidarité dans le régime est internalisé alors que les régimes du privé bénéficient d'Itaf ou d'apports externes.

*En neutralisant la démographie et le financement de la solidarité, le taux de cotisations d'équilibre serait de ~35 % selon l'IPP.*

# Les indicateurs à privilégier : les dépenses de retraite en part de PIB et le solde global des APU

## Indicateurs indépendants des conventions comptables permettant une lecture économique

①

Le ratio des dépenses / PIB mesure ce qu'il faut réellement prélever sur la richesse produite pour financer les retraites, quelle que soit la forme des prélèvements. Les dépenses de retraite ne dépendent pas des décisions d'affectation.

Il en est de même pour le solde global des administrations publiques, contrairement aux soldes partiels (qui ne sont présentés que pour les différents risques de la sphère sociale).

D'autres politiques publiques sont pilotées par les dépenses (*ex : Ondam pour les dépenses d'assurance maladie, norme de dépenses de l'État*).

## Indicateurs qui assurent la comparabilité internationale

②

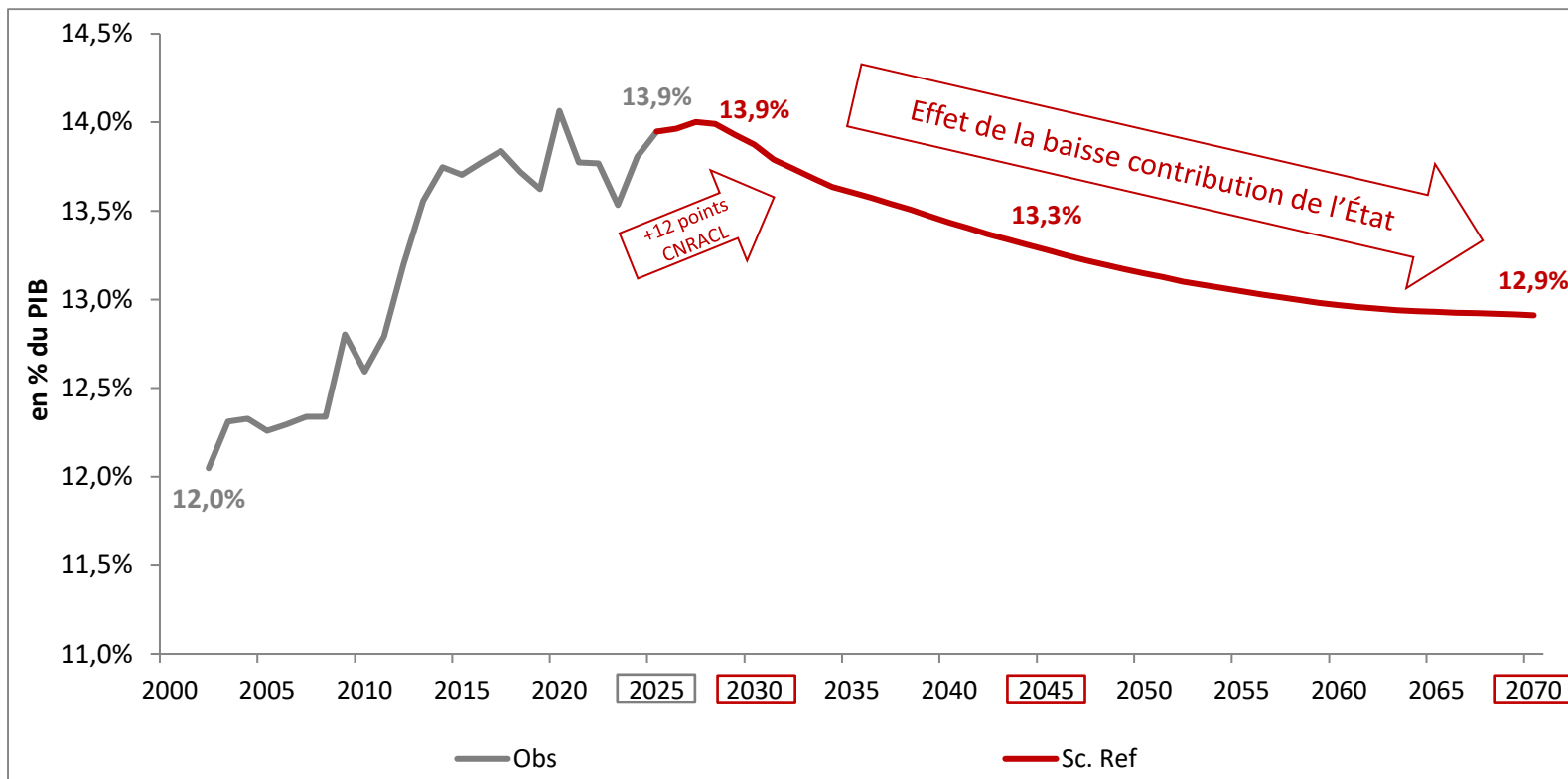
Le ratio des dépenses / PIB est l'indicateur retenu par la Commission européenne dans l'*Ageing Report* pour les comparaisons de soutenabilité des finances publiques entre États membres.

Il en est de même du solde global des APU.

# Les ressources du système de retraite sont en baisse dans le PIB sur la période de projection

## Part des ressources du système de retraite dans le PIB

Sources : rapports à la CCSS 2002-2025 ; comptabilité nationale Insee base 2020 et projections COR juin 2026

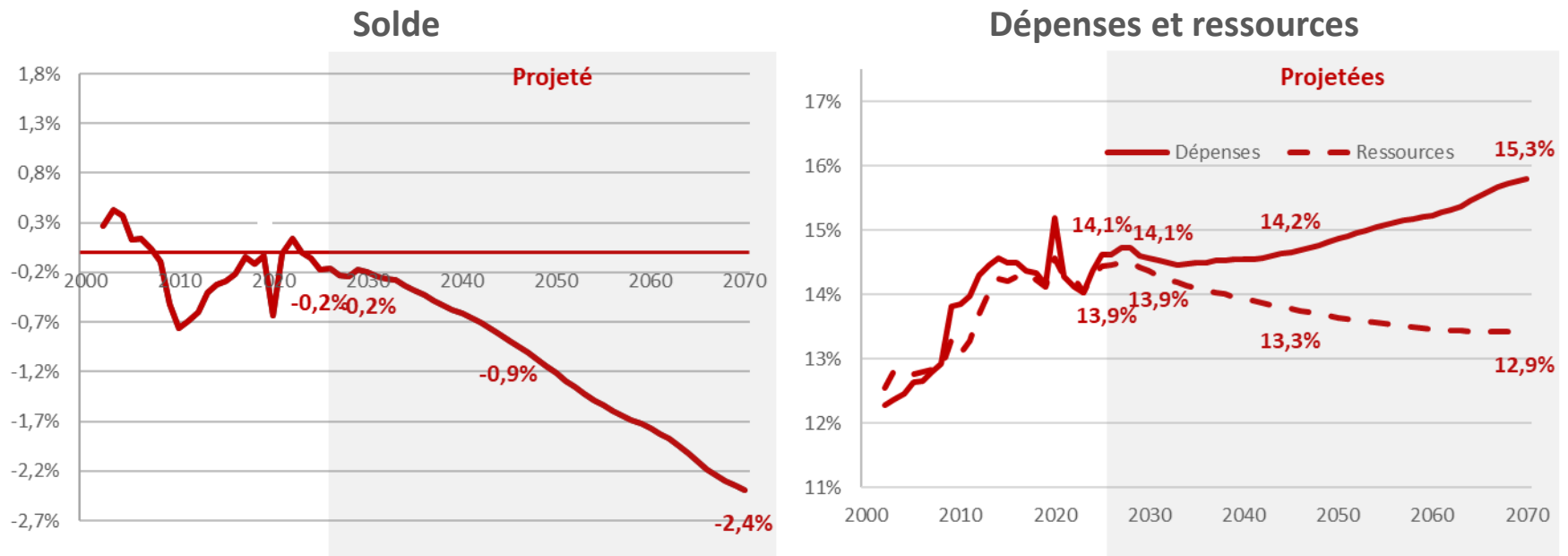


## 3. La situation financière

- **Les dépenses**
- **Les ressources**
- **Le solde**
- Les ajustements nécessaires
- La sensibilité aux hypothèses

# Le déficit du système de retraite se creuserait dès 2026 et s'amplifierait sur la période

Solde, dépenses et ressources du système de retraite en part de PIB dans le scénario de référence



Champ : ensemble des régimes de retraite français légalement obligatoires, y compris FSV hors RAFF.

Sources : comptes nationaux de l'Insee, rapports à la CCSS 2002-2025, projections COR juin 2026.

# Les réserves du système de retraite s'élevaient à 224 milliards d'euros fin 2025

Réserves des régimes en répartition	En milliards d'euros	En mois de prestations	Variation des réserves par rapport à 2024
<i>CNAVPL</i>	4,1	19	18,9%
<i>CNBF</i>	1,2	56	-2,7%
<b>Sous total régimes de base</b>	<b>5,3</b>		
<i>CNRACL</i>	0,0		0,0%
<i>CRPCEN</i>	2,3	27	3,4%
<i>Banque de France</i>	13,4	277	-2,1%
<b>Sous total régimes spéciaux</b>	<b>15,7</b>		
<i>AGIRC-ARRCO</i>	113,6	14	4,9%
<i>IRCANTEC</i>	19,2	50	8,1%
<i>RCI</i>	23,4	107	10,6%
<i>CNAVPL complémentaire</i>	39,0	71	2,2%
<i>CNBF complémentaire</i>	2,2	85	-7,4%
<i>CRPNPAC</i>	5,1	70	-0,3%
<i>MSA complémentaire*</i>	0,4	4	14,2%
<b>Sous total régimes complémentaires</b>	<b>202,9</b>		<b>5,0%</b>
<b>Total des réserves</b>	<b>223,9</b>		<b>4,7%</b>
<b>FRR</b>	<b>20,7</b>		<b>1,5%</b>

Source : données des régimes.

# La situation patrimoniale nette du système de retraite représentait 7,4 % du PIB fin 2025

Fin 2025	En milliards d'euros	En % du PIB
Réserves des régimes en répartition (valeur de marché)	223,9	7,7%
FRR (actif en valeur de marché)	20,7	0,7%
Part retraite à la CADES (situation nette)	-29,3	-1,0%
Situation patrimoniale nette du système de retraite	215,4	7,4%

Sources : données des régimes et Insee, comptes nationaux.

# Écarts entre les différents exercices (RA 2025 vs RA 2026)

Solde en Mds d'euros

en Mds€ courants	2025	2030	2045	2070
RA 2026	- 5,1	- 6,8	- 45,0	- 201,1
RA 2025	- 5,2	- 6,6	- 44,7	- 124,5

Md€ 2025	2025	2030	2045	2070
RA 2026	- 5,1	- 6,3	- 31,8	- 92,2
RA 2025	- 5,1	- 5,9	- 30,7	- 55,4

## Décomposition des écarts en part de PIB entre 2026 et 2025

Entre le rapport 2026 et le rapport de 2025	2030	2045	2070
Écart de ressources en part de PIB (a)	0,1 pt	0,0 pt	0,1 pt
<i>Dont contribution et subvention d'équilibre</i>	<i>0,1 pt</i>	<i>0,1 pt</i>	<i>0,1 pt</i>
Écart de dépenses en part de PIB (b)	0,1 pt	0,0 pt	1,1 pt
Dont hypothèses démographiques	-0,1 pt	-0,3 pt	0,4 pt
<i>Dont fécondité</i>	<i>0,0 pt</i>	<i>0,1 pt</i>	<i>1,5 pt</i>
<i>Dont solde migratoire</i>	<i>-0,1 pt</i>	<i>-0,3 pt</i>	<i>-1,0 pt</i>
<i>Dont espérance de vie</i>	<i>0,0 pt</i>	<i>-0,1 pt</i>	<i>-0,2 pt</i>
Dont hypothèses économiques	0,2 pt	0,1 pt	0,1 pt
Dont mesures LFSS 2026 (dont suspension de la réforme)	0,1 pt	0,0 pt	0,1 pt
Dont hypothèse de revalorisation Agirc-Arrco	0,0 pt	0,1 pt	0,3 pt
Écart de solde en part de PIB (a-b)	0,0 pt	0,0 pt	-1,0 pt

Sources : projections COR juin 2025 et juin 2026

## 3. La situation financière

- Les dépenses
- Les ressources
- Le solde
- Les ajustements nécessaires
- La sensibilité aux hypothèses

# Principaux effets simulés de différentes mesures de consolidation

Les trois premières mesures dégradent le PIB et donc les finances publiques hors périmètre retraites, la quatrième au contraire élève le PIB et améliore les finances publiques hors périmètre retraites

Modération des pensions de 6 milliards d'euros	Court terme 2 ans	Moyen terme 10 ans	Long terme 20 ans
PIB (en %)	- 0,1 à - 0,2	- 0,1 à - 0,2	- 0,1
Emploi (en milliers)	- 10 à - 20	- 10 à - 25	- 5 à - 10
Solde primaire des APU (en pts de PIB)	+0,1	+0,1	+0,1
Hausse des cotisations sociales retraite employeurs de 6 milliards d'euros	Court terme 2 ans	Moyen terme 10 ans	Long terme 20 ans
PIB (en %)	- 0,1	- 0,1 à - 0,3	- 0,1 à - 0,3
Emploi (en milliers)	- 25 à - 50	- 20 à - 75	- 15 à - 80
Solde primaire des APU (en pts de PIB)	+0,1	0 à +0,1	0 à +0,1
Hausse des cotisations sociales retraite salariés de 6 milliards d'euros	Court terme 2 ans	Moyen terme 10 ans	Long terme 20 ans
PIB (en %)	- 0,1 à - 0,2	- 0,1 à - 0,2	- 0,1 à - 0,3
Emploi (en milliers)	- 15 à - 30	- 20 à - 70	- 15 à - 80
Solde primaire des APU (en pts de PIB)	+0,1	+0,1	+0,05 à +0,1
Augmentation d'1 an de l'AOD	Court terme 2 ans	Moyen terme 10 ans	Long terme 20 ans
PIB (en %)	+0,1 à +0,5	+0,5 à +0,7	+0,1 à +0,8
Emploi (en milliers)	+50 à +140	+160 à +250	+200 à +240
Solde primaire des APU (en pts de PIB)	+0,05 à +0,4	+0,3 à +0,6	+0,3 à +0,65

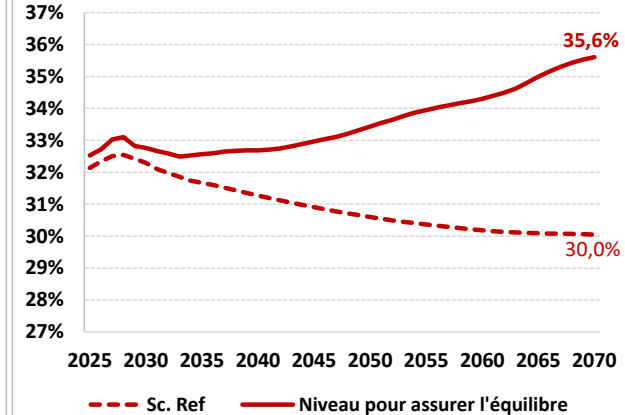
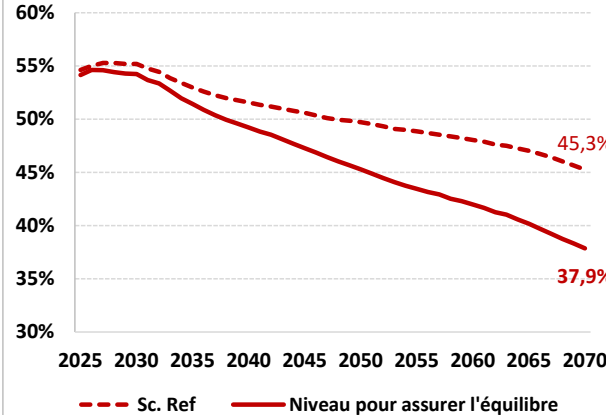
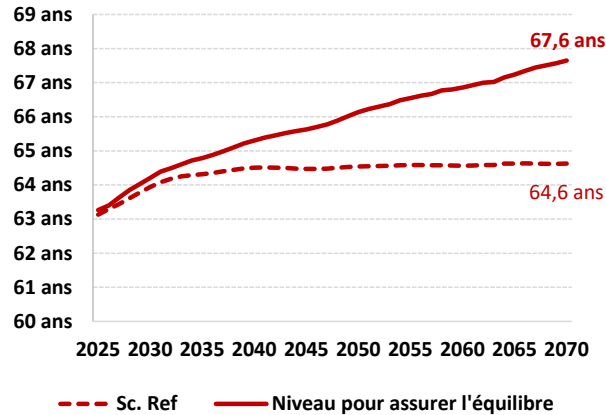
Source : SG COR d'après les simulations de la DG Trésor (Mésange et modèle comptable), I-MIP (modèle CepreHANK) et OFCE (modèle EmeRaude).

# Ajustements statiques des leviers pour équilibrer structurellement le système de retraite chaque année (sans bouclage macroéconomique)

Âge moyen de départ

Pension relative

Taux de prélèvement



Champ : ensemble des régimes de retraite français légalement obligatoires, y compris FSV, hors RAFP. Retraités ayant au moins un droit propre de retraite.

Sources : projections COR – juin 2026.

- La prise en compte du bouclage macroéconomique réduirait l'ajustement nécessaire pour l'âge et l'augmenterait pour la baisse de la pension relative ou la hausse des taux

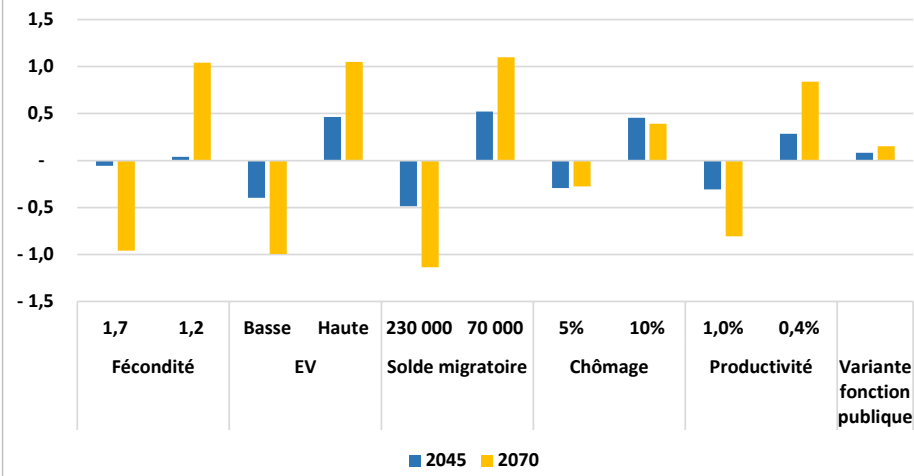
## 3. La situation financière

- Les dépenses
- Les ressources
- Le solde
- Les ajustements nécessaires
- La sensibilité aux hypothèses

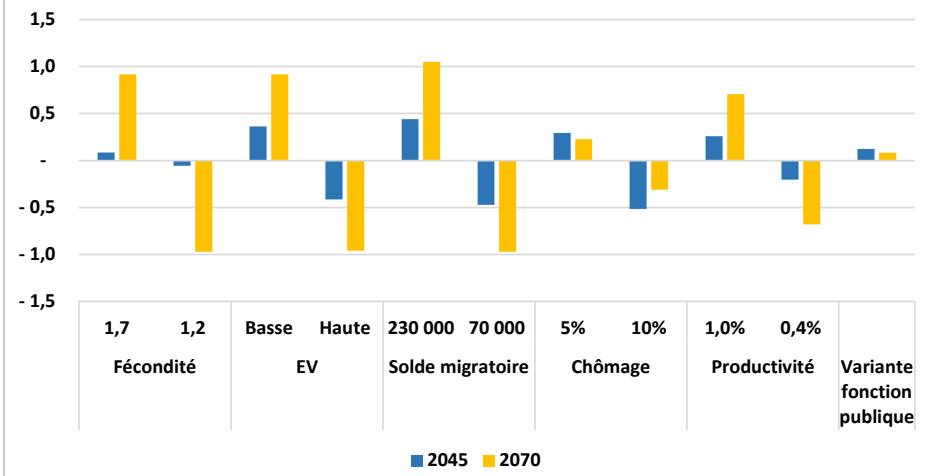
# La sensibilité des résultats aux hypothèses

Sensibilité de la part des dépenses et du solde du système de retraite dans le PIB aux hypothèses démographiques et économiques

Écarts de dépenses



Écarts de solde



Source : projections COR juin 2026

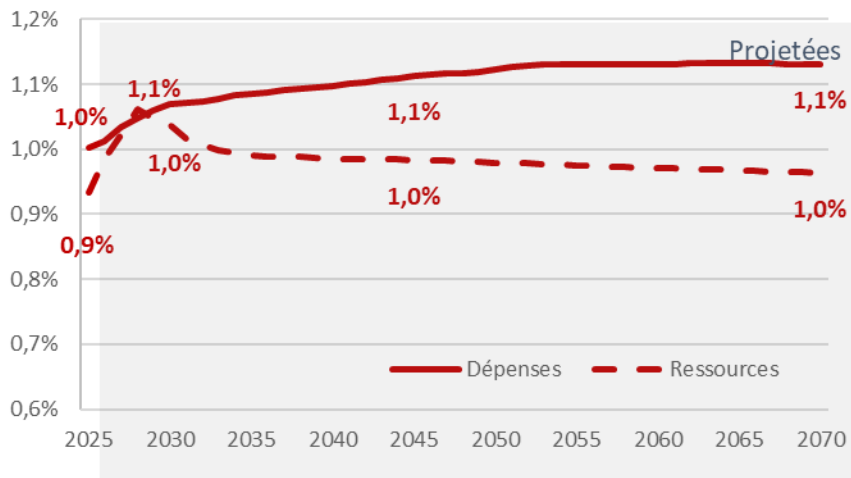


# Merci de votre attention

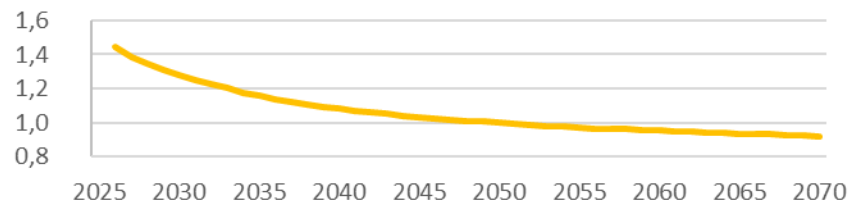
Suivez l'actualité et les travaux du COR  
sur [www.cor-retraites.fr](http://www.cor-retraites.fr)

# La CNRACL

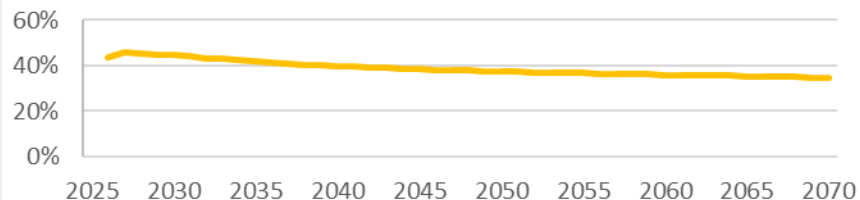
### Dépenses et ressources de la CNRACL en % du PIB



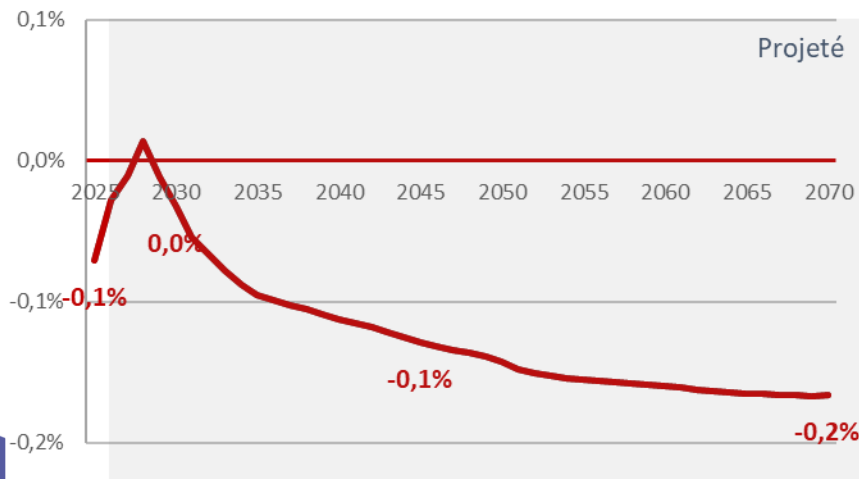
### Ratio cotisants / retraités de la CNRACL



### Pension relative au SMPT des retraités CNRACL



### Solde de la CNRACL en % du PIB

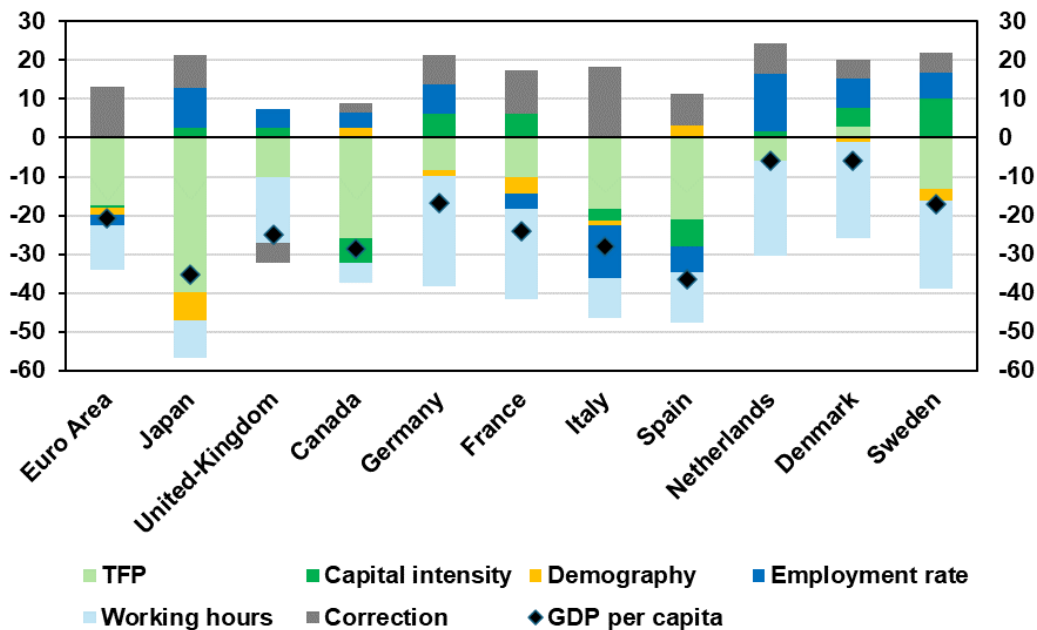


- Les dépenses de la CNRACL représentent 1,0% du PIB en 2023 et progresseraient jusqu'au début des années 2050 pour atteindre 1,1% du PIB : le vieillissement démographique du régime (lié en partie à la maîtrise des embauches) ne serait que partiellement atténué par la baisse de sa pension relative.
- Le déficit du régime se creuserait progressivement jusqu'en 2040, notamment en raison du gel de la valeur du point qui limite la progression des cotisations malgré la hausse de 12 points du taux de cotisations employeur

# PIB par habitant : écarts par rapport aux Etats-Unis

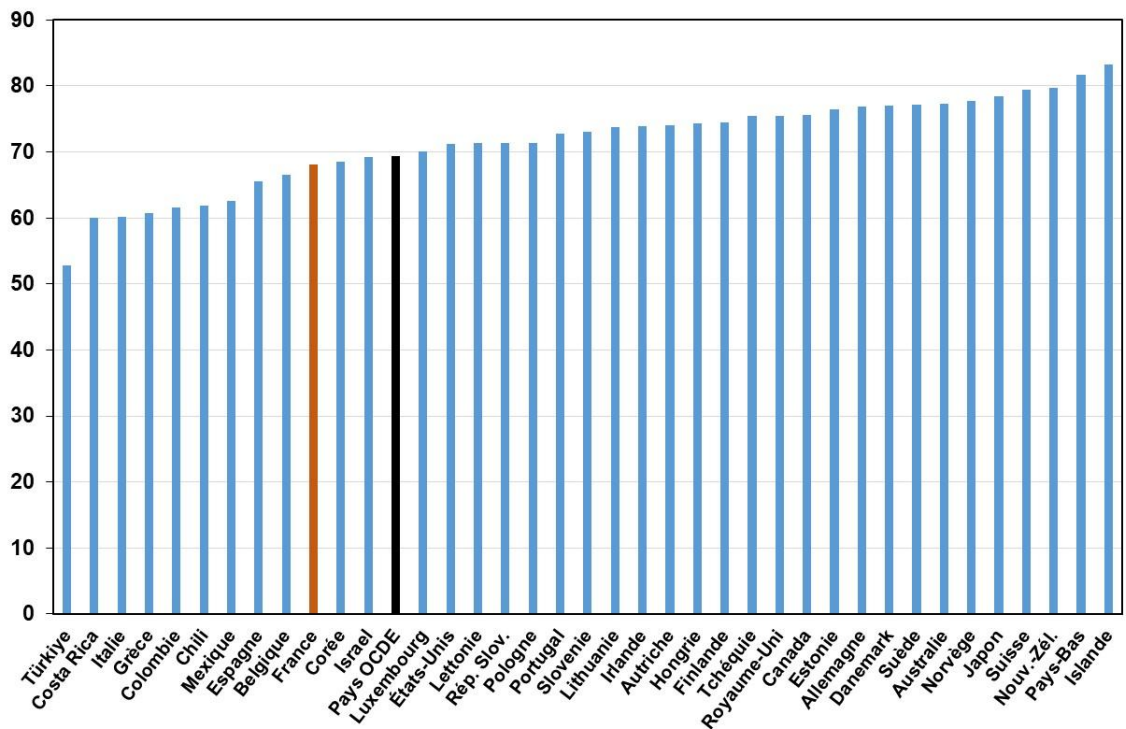
Écart de PIB par habitant par rapport aux Etats-Unis en 2024, et contributions - En % et pp  
Ensemble de l'économie – ppp 2020

Source: Bergeaud, Cette et Lecat (2016) - Voir : [www.longtermproductivity.com](http://www.longtermproductivity.com)



- L'écart de PIB/H de la France vis à vis d'autres pays européens tient essentiellement au taux d'emploi

# Taux d'emploi

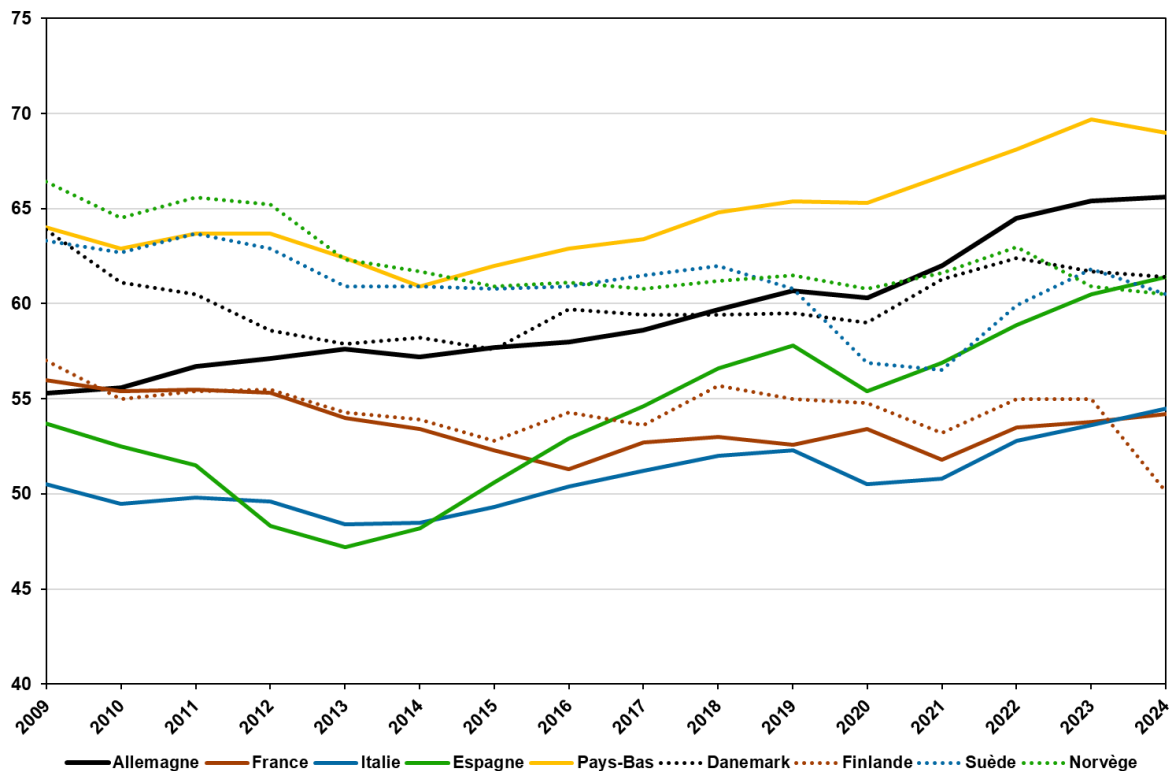


**Taux d'emploi (en %) de la population âgée de 15 à 64 ans – 2024**

Source: OCDE

- Le taux d'emploi est en France assez bas comparee a d'autres pays européens : 69 % contre 77 % en Allemagne, Danemark, Suède et 82 % aux PB
- Ce bas taux d'emploi se cristallise essentiellement sur 3 populations : les non qualifiés, les jeunes et les séniors

# Taux d'emploi

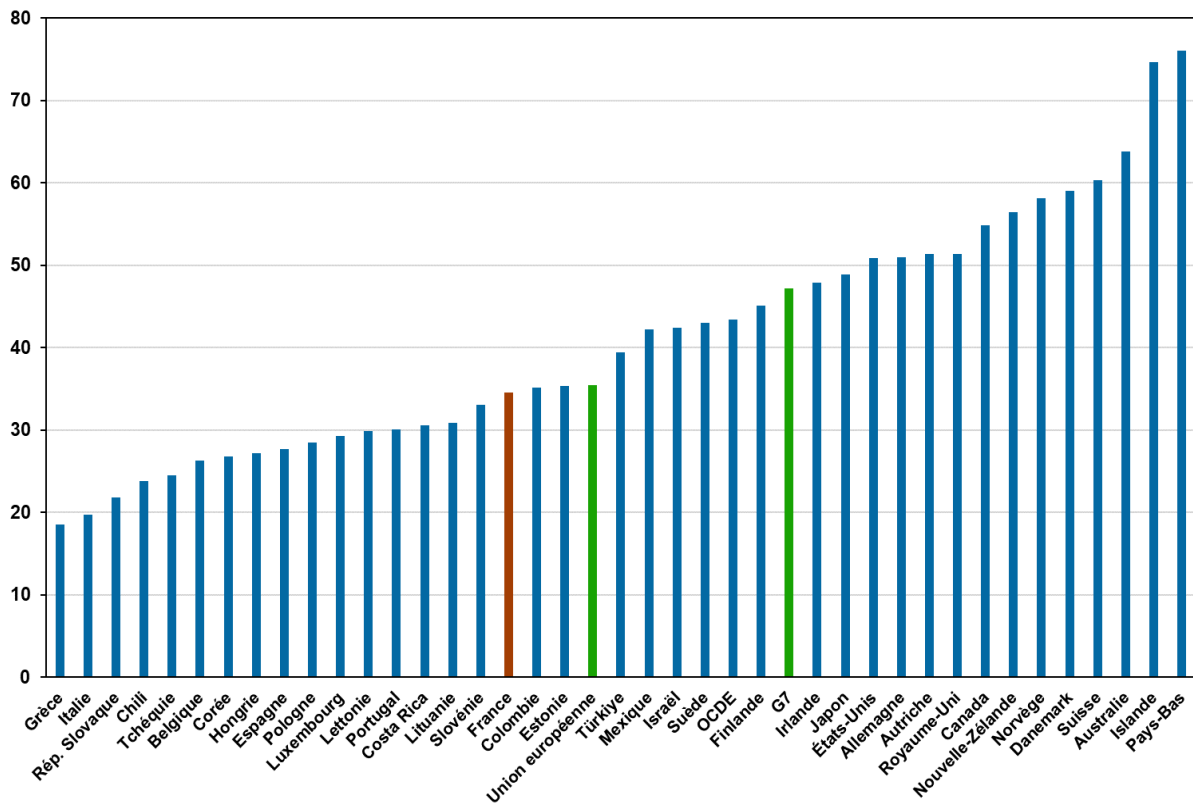


Taux d'emploi (en %) des personnes âgées de 20 à 64 ans sans diplôme ou avec le plus faible niveau d'enseignement (CITE 0-2)

Source: OCDE

- Le taux d'emploi des très peu diplômés est très contrasté, et en France parmi les plus faibles en Europe
- Population concernée par les réformes de la formation professionnelle, du chômage, du RSA ...

# Taux d'emploi

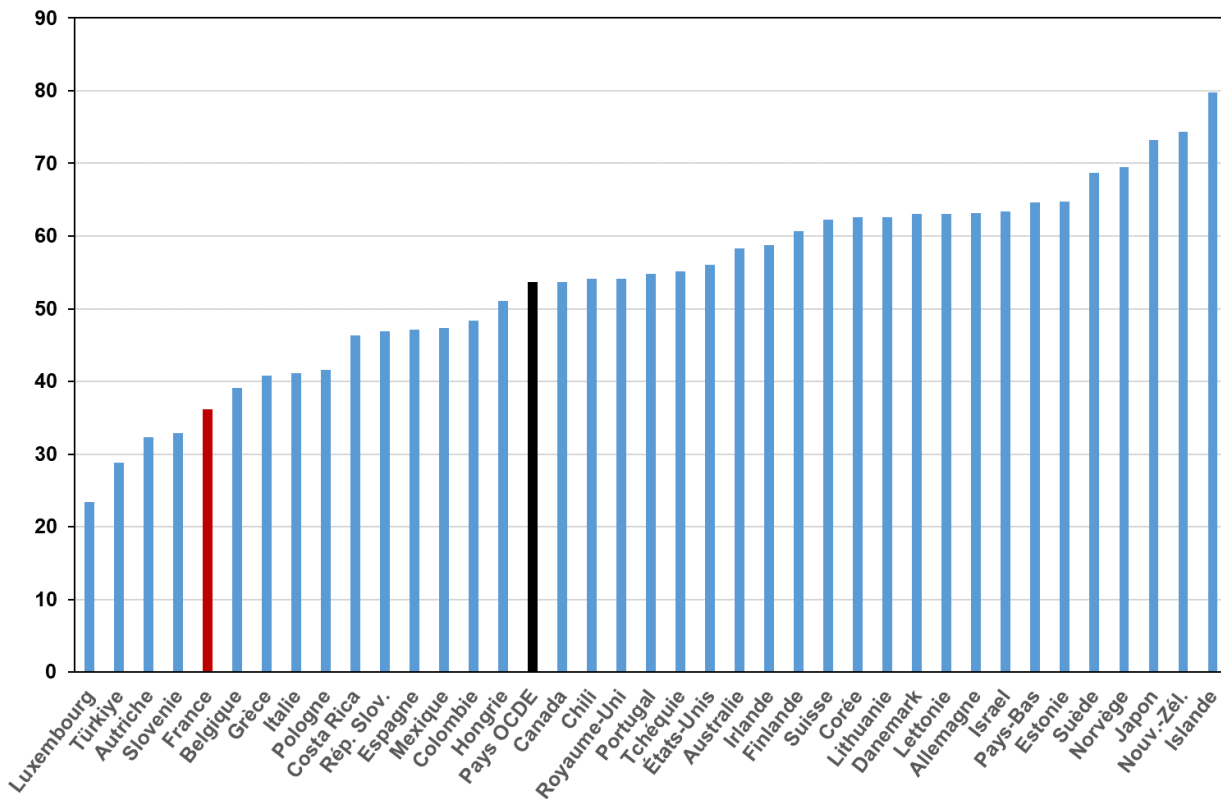


Taux d'emploi (en %) de la population âgée de 15 à 24 ans – 2024

Source: OCDE

- Le taux d'emploi des jeunes est très contrasté dans l'OCDE, faible en France
- Population concernée par les réformes de la formation professionnelles, du lycée professionnel, ...

# Taux d'emploi

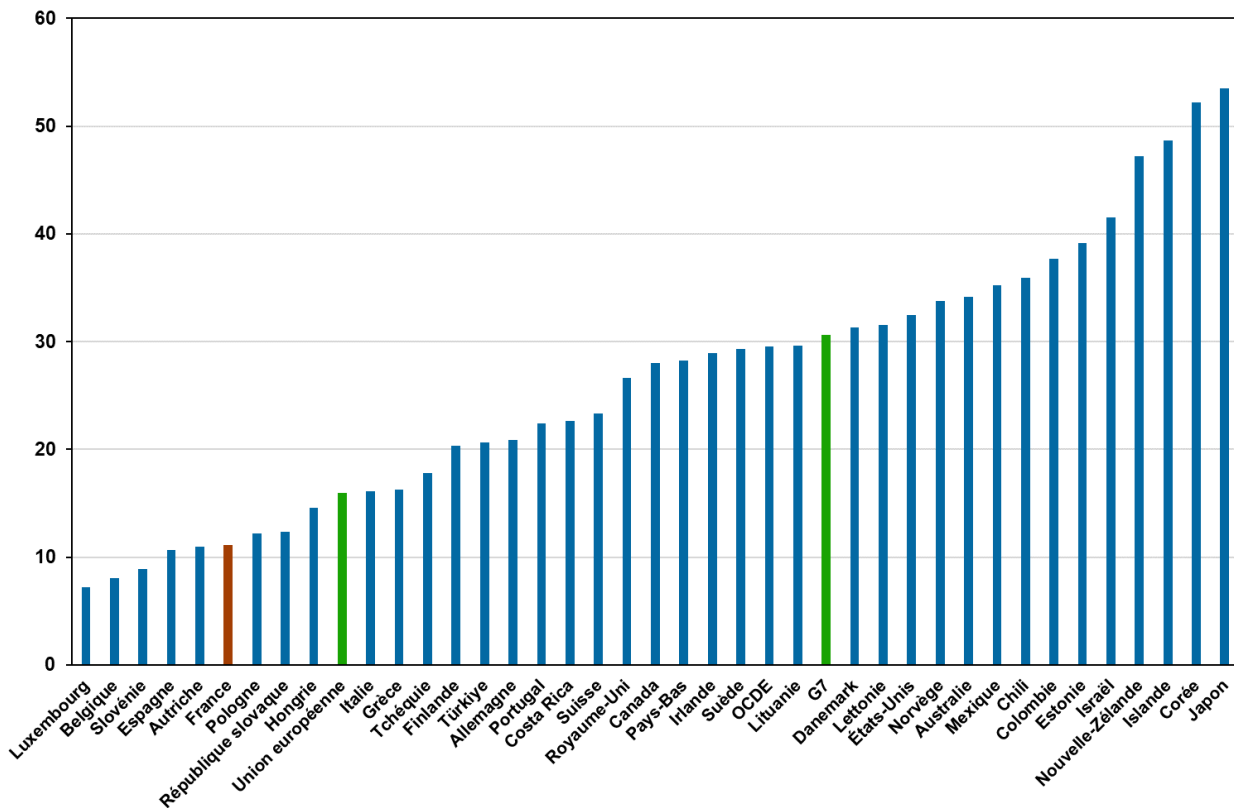


Taux d'emploi de la population âgée de 60 à 64 ans – 2024 - En %

Source: OCDE

- Le taux d'emploi des seniors est également très contrasté dans l'OCDE, particulièrement bas en France
- Population concernée par **les réformes des retraites, du chômage, ...**

# Taux d'emploi

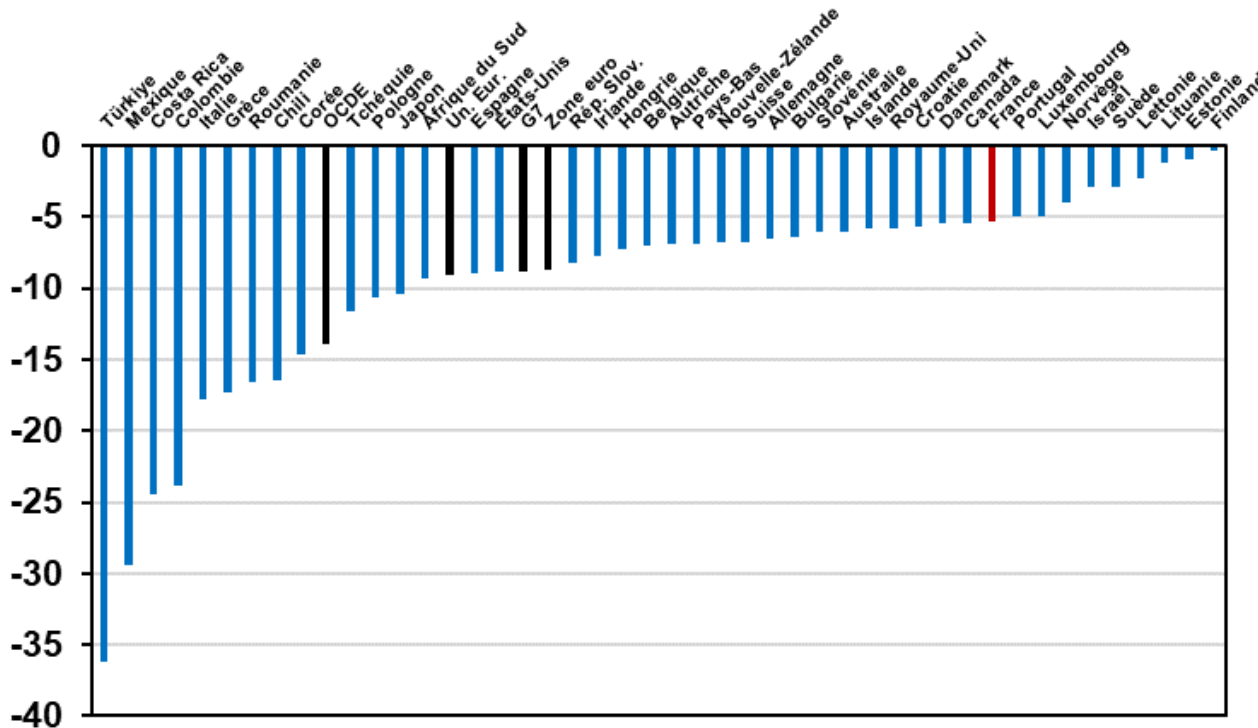


**Taux d'emploi de la population âgée de 65 à 69 ans – 2024**

Source: OCDE

○ Le constat est encore plus fort concernant la population âgée de 65 à 69 ans

# Taux d'emploi

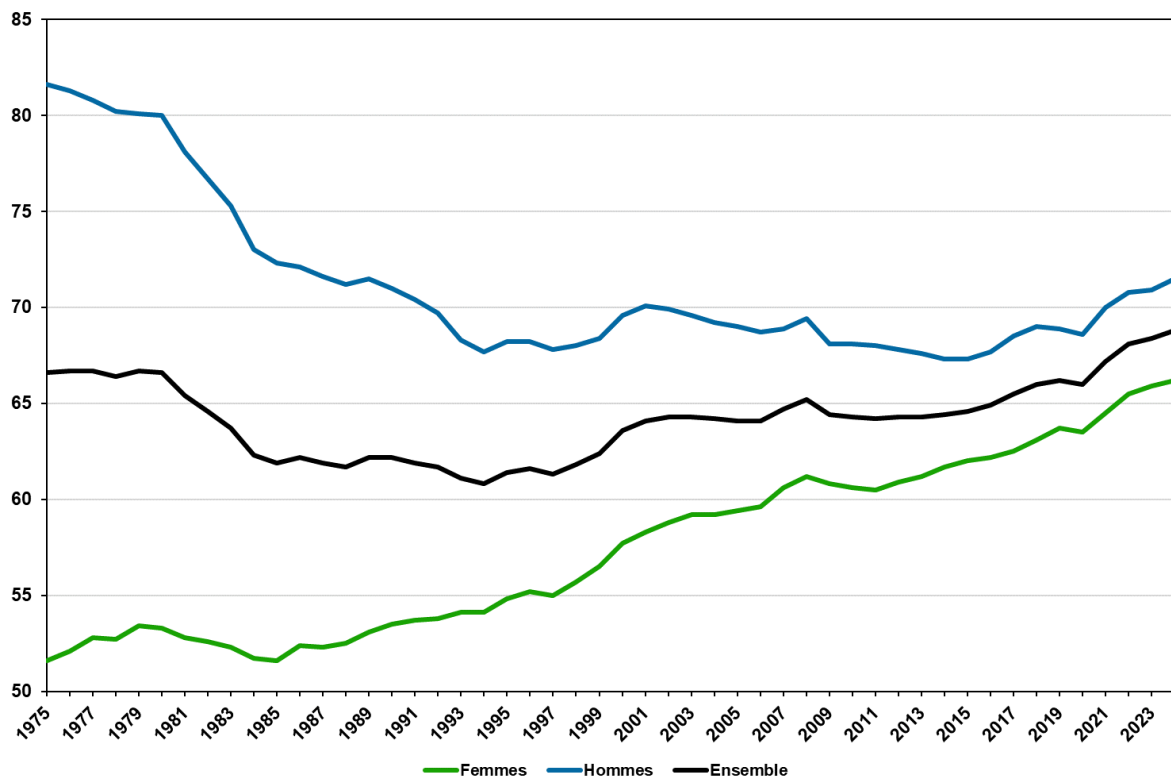


**Écart de taux d'emploi (en %) des Femmes par rapport aux hommes Population de 15 à 64 ans – 2024**

Source: OCDE

- L'écart de taux d'emploi en H et F est très contrasté
- Des marges de rattrapage sont importantes dans certains pays avancés (It., Corée, Gr., ...)
- Elles sont faibles dans d'autres (Fr., All., pays Nordiques et Scandinaves, ...)

## Taux d'emploi



**Évolution du taux d'emploi (en %) en France - Population de 15 à 64 ans – 2024**

Source: Insee

- Le taux d'emploi global est actuellement supérieur à celui observé depuis 1975 (+ 2pp)
- Mais il lui demeure inférieur pour les hommes (10pp)
- La participation croissante des femmes au marché du travail (+15pp) explique la hausse totale